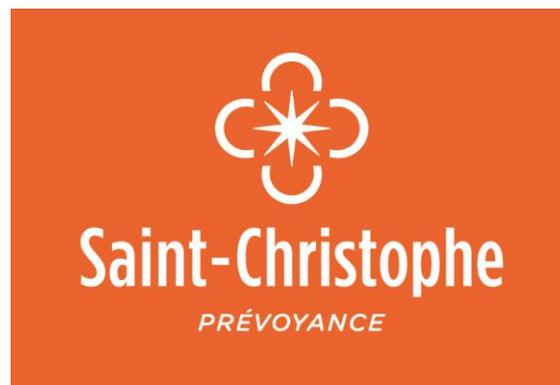


Rapport sur la Solvabilité et la Situation Financière de Saint-Christophe Prévoyance sur l'exercice 2018

(Solvency and Financial Conditions Report (S.F.C.R))



DOCUMENT SOUMIS À LA VALIDATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 09/04/2019

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| Synthèse | 4 |
| A. Activité et résultats | 6 |
| A.1. Activités | 6 |
| A.2. Résultats de souscription..... | 8 |
| A.3. Résultats des investissements | 12 |
| A.4. Résultat des autres activités..... | 13 |
| A.5. Autres informations..... | 13 |
| B. Système de gouvernance..... | 14 |
| B.1. Informations générales sur le système de gouvernance..... | 14 |
| B.2. Exigences de compétence et d'honorabilité | 18 |
| B.3. Système de gestion des risques | 21 |
| B.4. Système de contrôle interne | 25 |
| B.5. Fonction d'audit interne | 27 |
| B.6. Fonction actuarielle | 28 |
| B.7. Sous-traitance | 29 |
| B.8. Autres informations..... | 31 |
| C. Profil de risque | 32 |
| C.1. Risque de souscription..... | 32 |
| C.2. Risque de marché | 33 |
| C.3. Risque de crédit | 33 |
| C.4. Risque de liquidité | 34 |
| C.5. Risque opérationnel..... | 34 |
| C.6. Autres risques importants | 35 |
| C.7. Autres informations..... | 35 |
| D. Valorisation à des fins de solvabilité..... | 36 |
| D.1. Actifs..... | 37 |
| D.2. Provisions techniques..... | 37 |
| D.3. Autres passifs..... | 39 |
| D.4. Méthodes de valorisation alternatives..... | 40 |
| D.5. Autres informations..... | 40 |
| E. Gestion du capital..... | 41 |
| E.1. Fonds propres | 41 |
| 1.1. E.1. Fonds propres | 41 |

| | |
|---|-----------|
| E.2. Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis..... | 42 |
| E.3. Utilisation du sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée dans le calcul du capital de solvabilité requis | 44 |
| E.4. Différences entre la formule standard et tout le modèle interne utilisé | 45 |
| E.5. Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité requis.... | 45 |
| E.6. Autres informations | 45 |
| Annexes | 46 |
| 1. Etat de bilan : S.01.02 | 46 |
| 2.1. Etat de primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité : S.05.01..... | 48 |
| 2.2. Etat des provisions techniques vie et santé SLT : S.12.01..... | 51 |
| 2.3. Etat des provisions techniques non-vie : S.17.01 | 53 |
| 2.4. Etat des sinistres non-vie : S.19.01 | 57 |
| 2.5. Etat des Fonds Propres : S.23.01..... | 59 |
| 2.6. Etat du Capital de solvabilité requis – pour les entreprises qui utilisent la formule standard : S.25.01..... | 61 |
| 2.7. Minimum de capital requis (MCR) – Activité d'assurance ou de réassurance vie uniquement ou activité d'assurance ou de réassurance non-vie uniquement : S.28.01 | 62 |

Synthèse

A. Activité et résultats

Filiale à près de 100 % de la Mutuelle Saint-Christophe assurances (MSC), Saint-Christophe Prévoyance (SCP) propose des produits de santé collective et de prévoyance pour garantir les sociétaires contre les aléas de l'existence (frais médicaux, arrêts de travail, invalidité, décès, rentes...). Saint-Christophe Prévoyance est une société anonyme à conseil d'administration, régie par le Code des assurances.

L'activité de la Société en 2018 a été marquée par une croissance globale de 13,1%. L'activité « Direct et Courtage », qui correspond au développement du portefeuille hors acceptations, contribue à hauteur de 2,1%.

Pour 2018, le résultat de l'exercice est de 570k€ en progression de 43%, le résultat technique contribuant à hauteur de 370k€, en amélioration par rapport à 2017.

B. Système de gouvernance

La gouvernance de l'entreprise est assurée par un conseil d'administration de 12 membres, dont le président directeur général. Un directeur général délégué (DGD) a été nommé par le conseil sur proposition du PDG. Un troisième dirigeant effectif, le directeur administratif et financier (DAF) a été nommé afin de prendre la hiérarchie de l'ensemble des fonctions clés hormis la fonction audit interne portée par un administrateur, président du comité d'audit. Les fonctions clés, sauf la fonction audit interne, sont communes avec la Mutuelle Saint Christophe.

Les activités commerciales et de souscription sont pilotées par le DGD et les fonctions supports sont pilotées par le DAF. Cette organisation permet la séparation des pouvoirs et le bon fonctionnement du double regard.

Le comité de direction est commun à Saint Christophe Prévoyance et à la Mutuelle Saint Christophe qui en est l'actionnaire majoritaire.

Un ensemble de comités a été mis en place afin de :

- Valider les opérations, mettre en œuvre les politiques, contrôler et arbitrer
- Effectuer le suivi de l'évaluation des risques et des contrôles, et décider des actions de maîtrise à mener
- Partager une vision commune et globale des projets de l'entreprise et développer la coopération interservices.

C. Profil de risque

En matière de souscription de contrats collectifs, SCP exerce son activité en assurance directe et courtage ou en réassurance acceptée en France Métropolitaine. L'activité de SCP se répartit entre les branches ci-dessous :

- Santé,
- Prévoyance
- Frais de scolarité (financement des études par l'assurance en cas de défaillance du répondant financier)

La souscription est encadrée par une politique et un dispositif de tarification contraignant. Les demandes de dérogations font l'objet d'un processus d'arbitrage. Les portefeuilles font l'objet d'un suivi de rentabilité systématique au moins annuel.

Le risque de souscription est atténué par un plan de réassurance limitant l'exposition aux risques atypiques et catastrophiques, mixant des traités obligatoires proportionnels et non-proportionnels.

La gestion du portefeuille d'actifs de SCP est déléguée à AXA IM. Une convention de gestion entre AXA IM et SCP fixe les limites de cette délégation ainsi que les rôles des parties. La gestion des actifs de SCP entre dans le cadre du dispositif de gestion des risques mis en place par AXA IM.

SCP délègue ses opérations d'encaissement des activités d'assurance à des courtiers délégataires et s'appuie sur d'autres assureurs dans le cadre de ses opérations de réassurance. De plus, une part importante de son activité est réassurée. Le risque de crédit est donc particulièrement significatif pour la société.

Les réassureurs de SCP sont : AXA France, Mutuelle Vie AXA France, Mutuelle Saint Christophe. Pour limiter le risque de contrepartie de ses réassureurs, SCP impose à AXA France de déposer en titres ou en espèces l'équivalent des montants des sinistres déclarés.

Le risque de liquidité est suivi sur base de la proportion d'actifs liquides dans le portefeuille d'actifs. Un niveau minimum d'actifs liquides est déterminé annuellement dans l'appétence au risque. Le suivi du risque de liquidité est trimestriel.

En matière de risque opérationnel, la société mène une révision de la méthodologie d'élaboration et de mise à jour de ses cartographies.

Les principaux risques identifiés à ce jour sont les suivants :

- Risque de non-conformité à des obligations réglementaires
- Risque d'inadéquation de l'organisation des processus et procédures
- Risques liés à la sous-traitance

D. Valorisation à des fins de solvabilité

L'actif en valeur S2 de Saint Christophe Prévoyance s'élève à 195,5M€ et le passif à 175,5 M€.

Le BE net des provisions techniques s'élève à 19,2M€, le BE cédé représente 84,35M€ et la marge pour risque est de 1,57M€.

E. Gestion du capital

Les ratios de couverture du SCR et du MCR sur les années 2017/2018 sont les suivants :

| Ratio de couverture | 2017 | 2018 |
|---------------------|------|------|
| SCR | 183% | 271% |
| MCR | 362% | 387% |

Le ratio de couverture du SCR est en hausse sur l'exercice, dû en partie à une augmentation de montant des capitaux propres (+1,55M€, soit +7%) mais surtout à une baisse significative du SCR (-28%).

Les SCR Assurantiels restent stables, l'augmentation de l'assiette de primes étant compensée par la diminution cette année de l'assiette des provisions techniques.

A. Activité et résultats

A.1. Activités

1) Informations générales sur Saint Christophe Prévoyance

Filiale à près de 100 % de la Mutuelle Saint-Christophe assurances (MSC), Saint-Christophe Prévoyance (SCP) propose des produits de santé collective et de prévoyance pour garantir les sociétaires contre les aléas de l'existence (frais médicaux, arrêts de travail, invalidité, décès, rentes...). Dès ses débuts en 1998, Saint-Christophe Prévoyance a eu pour objectif d'offrir la meilleure protection sociale possible aux sociétaires de la Mutuelle Saint-Christophe puis de structures de l'économie sociale et solidaire permettant de répondre à des besoins variés.

➤ **Nom et forme juridique de SCP**

Saint-Christophe Prévoyance est une société anonyme à conseil d'administration, régie par le Code des assurances. Le siège social est fixé à Paris 5ème, 277 rue Saint-Jacques. Elle est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 399 227 404.

➤ **Autorité de contrôle**

La Société est soumise à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) française, dont les locaux se situent à Paris 9ème, 4 place de Budapest. Les contrôles sont placés sous la responsabilité de la brigade 5 (2ème direction du contrôle des assurances, Brigade 5).

➤ **Auditeur externe - Commissaire aux comptes**

Conformément aux statuts de SCP, l'assemblée générale ordinaire désigne pour six exercices, en se conformant aux modalités légales et réglementaires, un ou plusieurs commissaires aux comptes.

Le commissaire aux comptes de SCP en 2018 est le cabinet Mazars, dont le siège social est situé 61 Rue Henri Regnault, 92400 Courbevoie.

Les travaux d'audit des provisions sont placés sous la responsabilité de Jean-Claude Pauly, associé de Mazars et responsable audit assurance et immobilier.

➤ **Détenteurs de participations qualifiées dans l'entreprise**

La Mutuelle Saint Christophe possède 99,9% des parts de l'entreprise.

➤ **Les partenariats et entreprises liées à SCP**

SCP fonctionne en étroite relation avec la Mutuelle Saint Christophe.

Ainsi, la société ne dispose pas de salariés propres : des collaborateurs sont mis à disposition de SCP par MSC par le biais d'une convention de gestion. De fait, les collaborateurs bénéficient des accords signés dans le cadre de la représentation syndicale du groupe AXA (RSG) qui comportent des avantages sociaux repris dans le paragraphe lié aux informations sur la politique de rémunération.

Toujours dans le cadre de la convention de gestion, la MSC fournit à SCP les moyens matériels et humains de mener à bien sa mission : locaux, outils informatiques, compétences en matière de finance, actuariat, communication, marketing,...

Les dirigeants effectifs et les fonctions clés sont communs à SCP et MSC, à l'exception de la fonction clé audit interne qui est propre à SCP.

Plusieurs comités sont communs entre MSC et SCP, notamment le comité de direction.

SCP bénéficie également des moyens disponibles via le GIE AXA France : un appui technique, notamment par l'utilisation de l'outil de souscription, et dans le cadre de la réassurance. AXA assure également la gestion du portefeuille d'actifs de l'entreprise, y compris le suivi du respect des limites de risque.

D'autre part, le marché de la santé et de la prévoyance collective nécessite des investissements importants en ressources humaines et informatiques en raison de sa nature très réglementée et des infrastructures de marché auxquelles il est nécessaire de se connecter pour interagir avec l'ensemble de la place. SCP, compte tenu de sa taille, a décidé depuis son origine de s'appuyer sur des acteurs reconnus pour assurer la gestion de ses contrats. La société s'appuie donc sur un ensemble de partenaires qui pour la majorité sont également apporteurs d'affaires.

Par ailleurs, plusieurs autres entreprises ou associations sont liées à SCP pour des activités complémentaires :

- La SASC (Société Auxiliaire Saint Christophe), filiale de la MSC, cabinet de courtage captif qui place les risques non assurés par la Société comme la construction, les motos, la navigation ;
- L'association Saint-Christophe (ASC).

2) Lignes d'activités importantes de l'entreprise et zones géographiques importantes

Au regard des garanties qu'elle propose, Saint-Christophe Prévoyance exerce son activité répartie sur plusieurs lignes d'activités ou Lines Of Business (LoB) au sens de Solvabilité 2 :

- LoB 1 : assurance des frais médicaux,
- LoB 2 : assurance de protection du revenu,
- LoB 13 : réassurance des frais médicaux,
- LoB 14 : réassurance des pertes de revenu,
- LoB 32 : autres assurances vie,
- LoB 33 : rentes assurance non vie,
- LoB 35 : rentes réassurance non vie,
- LoB 36 : réassurance vie.

SCP exerce son activité en France.

3) Opérations et événements importants survenus au cours de l'exercice

Un plan d'actions a été défini afin de prendre en compte les recommandations de l'ACPR à la suite du contrôle réalisé en 2017.

A.2. Résultats de souscription

Le périmètre géographique de SCP se résume à la France.

SCP commercialise 3 grandes natures de produits :

- La Santé collective (en direct ou en acceptation)
- La prévoyance (en direct ou en acceptation)
- Les frais de scolarité

Les résultats techniques des produits sont déficitaires en Prévoyance, équilibrés en Santé et excédentaires pour les frais de scolarité.

La progression des cotisations émises au 31 décembre 2018 est de 13,1 %. Elle est équilibrée entre le réseau direct/courtage et les acceptations. Elle est plus marquée sur les périmètres Santé, direct ou acceptations.

Les émissions s'établissent à 40 863 K€ contre 36 133 K€ à la fin de l'année 2017.

Le tableau suivant détaille les évolutions des primes émises par LoB :

| Line Of Business | | 2017 | 2018 | Variation 2018 / 2017 | |
|------------------|---|---------------|---------------|-----------------------|--------------|
| N° | Libellé | en K€ | en K€ | en K€ | En % |
| 1 | Frais de soin | 7 256 | 7 618 | 362 | 5,0% |
| 2 | Perte de revenus | 1 936 | 2 083 | 147 | 7,6% |
| 13 | Réass Frais de soins | 7 328 | 8 742 | 1 414 | 19,3% |
| 14 | Réass Perte de revenus | 5 425 | 7 137 | 1 712 | 31,5% |
| | Total Santé NON similaire à la Vie | 21 944 | 25 580 | 3 636 | 16,6% |
| 33 | Rentes Ass. NV | 1 302 | 1 495 | 193 | 14,8% |
| 35 | Rentes Réass NV | 3 031 | 3 713 | 682 | 22,5% |
| | Total Santé similaire à la Vie | 4 333 | 5 209 | 875 | 20,2% |
| 32 | Ass. Vie Autres | 3 436 | 3 484 | 48 | 1,4% |
| 36 | Réass Vie | 6 419 | 6 590 | 171 | 2,7% |
| | Total Vie | 9 856 | 10 075 | 219 | 2,2% |
| | Total MSC | 36 133 | 40 863 | 4 730 | 13,1% |

Résultat de souscription global

| en K€ | 2017 | 2018 | Var en % | Var en K€ |
|----------------------------|------------|------------|-------------|------------|
| Primes acquises | 36 133 | 40 863 | 13% | 4 730 |
| Charge Technique | -41 857 | -46 234 | 10% | -4 377 |
| Solde de Réassurance | 3 066 | 1 381 | -55% | -1 685 |
| Frais | -6 340 | -5 569 | -12% | 771 |
| Autres produits techniques | 9 128 | 9 929 | 9% | 800 |
| Résultat technique | 131 | 370 | 183% | 239 |

Les cotisations connaissent une croissance soutenue de 13,1 %. La charge technique, suit cette croissance, avec une dérive que compense la progression des autres produits techniques ainsi que la réassurance.

Les frais sont en forte diminution, notamment du fait d'un changement du mode de valorisation de l'estimation des commissions acceptées survenu en 2017.

La baisse de la réassurance s'explique principalement par l'effet des bons résultats en prévoyance directe en 2018.

Le détail des comptes de revenus et dépenses est présenté dans les tableaux qui suivent :

LoB 1 : Frais de soin

| en K€ | 2017 | 2018 | Var en % | Var en K€ |
|----------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Primes acquises | 7 256 | 7 618 | 5% | 362 |
| Charge Technique | -5 813 | -6 779 | 17% | -967 |
| Solde de Réassurance | -279 | 168 | -160% | 447 |
| Frais | -1 422 | -1 505 | 6% | -84 |
| Autres produits techniques | 17 | 7 | -57% | -9 |
| Résultat technique | -241 | -492 | 104% | -251 |

Les cotisations émises de 7 618 K€ à la fin de 2018 sont en augmentation de 362 K€. Cette croissance est consécutive à l'apport net de l'exercice.

La charge technique est en hausse, tout comme les frais. Par contre on note un redressement du solde de réassurance.

Au total, il en résulte une détérioration du résultat technique.

LoB 2 : Perte de revenus

| en K€ | 2017 | 2018 | Var en % | Var en K€ |
|----------------------------|---------------|--------------|--------------|--------------|
| Primes acquises | 1 936 | 2 083 | 8% | 147 |
| Charge Technique | -5 371 | -17 | -100% | 5 354 |
| Solde de Réassurance | 1 487 | -728 | -149% | -2 215 |
| Frais | -269 | -315 | 17% | -46 |
| Autres produits techniques | 83 | 42 | -49% | -40 |
| Résultat technique | -2 134 | 1 065 | -150% | 3 200 |

Cette LoB regroupe la garantie incapacité temporaire commercialisée dans différents produits de SCP.

Sa croissance est liée au bon niveau de production des produits dans lesquels elle est commercialisée. Les cotisations émises de 2 083 K€ à la fin de 2018 sont en hausse de 8 %.

La charge technique se redresse fortement, enregistrant une variation de plus de 5 M€.

Ce redressement est le fruit notamment d'un travail dossier par dossier réalisé par le service technique.

Compte tenu de ces éléments, le résultat technique est mécaniquement en hausse et redevient positif.

LoB 13 : Réassurance frais de soin

| en K€ | 2017 | 2018 | Var en % | Var en K€ |
|----------------------------|------------|-------------|--------------|-------------|
| Primes acquises | 7 328 | 8 742 | 19% | 1 414 |
| Charge Technique | -5 078 | -7 267 | 43% | -2 188 |
| Solde de Réassurance | 0 | 0 | 0% | 0 |
| Frais | -1 113 | -1 201 | 8% | -88 |
| Autres produits techniques | -904 | -422 | -53% | 482 |
| Résultat technique | 231 | -148 | -164% | -380 |

Les cotisations émises pour 8 742 K€ à fin 2018 sont en augmentation de 1 414 K€.

La charge technique, en hausse de 2,2 M€ se dégrade fortement. Les frais suivent l'évolution des primes, à noter une forte amélioration des autres produits techniques.

Au total, le résultat technique est en diminution de 380 K€.

LoB 14 : Réassurance perte de revenus

| en K€ | 2017 | 2018 | Var en % | Var en K€ |
|----------------------------|---------------|------------|-------------|--------------|
| Primes acquises | 5 425 | 7 137 | 32% | 1 712 |
| Charge Technique | -11 306 | -11 503 | 2% | -197 |
| Solde de Réassurance | 544 | 2 795 | 414% | 2 252 |
| Frais | -742 | -938 | 26% | -195 |
| Autres produits techniques | 3 363 | 2 456 | -27% | -907 |
| Résultat technique | -2 717 | -52 | -98% | 2 664 |

Cette LoB regroupe la couverture incapacité des affaires en acceptations. La charge technique reste stable tandis que les primes connaissent une forte évolution (1,7 M€). Les frais suivent l'évolution de primes.

Suite à un changement de mode de comptabilisation, une croissance de la réassurance apparaît sur cette Lob. Un équilibre se crée avec une diminution des autres produits techniques, amenant un résultat technique qui reste très légèrement négatif.

LoB 32 : Assurance Vie autres

| en K€ | 2017 | 2018 | Var en % | Var en K€ |
|----------------------------|--------------|-------------|--------------|---------------|
| Primes acquises | 3 436 | 3 484 | 1% | 48 |
| Charge Technique | -1 470 | -2 021 | 37% | -551 |
| Solde de Réassurance | -121 | -419 | 246% | -298 |
| Frais | -776 | -843 | 9% | -68 |
| Autres produits techniques | 1 336 | -312 | -123% | -1 648 |
| Résultat technique | 2 405 | -111 | -105% | -2 516 |

On retrouve dans cette LoB, La garantie décès commercialisée dans les contrats prévoyance et frais de scolarité.

Les cotisations sont en très légère augmentation de 1%, soit 48 K€.

La différence entre 2018 et 2017 s'explique par un traitement spécifique de reprise de provision en 2017, qui a favorisé l'exercice.

LoB 33 : Rentes assurance non vie

| en K€ | 2017 | 2018 | Var en % | Var en K€ |
|----------------------------|------------|-------------|--------------|---------------|
| Primes acquises | 1 302 | 1 495 | 15% | 193 |
| Charge Technique | -1 623 | -1 219 | -25% | 404 |
| Solde de Réassurance | 229 | -764 | -433% | -993 |
| Frais | -182 | -222 | 22% | -40 |
| Autres produits techniques | 852 | 24 | -97% | -829 |
| Résultat technique | 580 | -685 | -218% | -1 265 |

On retrouve dans cette LoB, La garantie invalidité commercialisée dans les contrats prévoyance.

Les cotisations sont en augmentation de 15%, soit 193 K€.

La charge technique est en net redressement, contrairement au solde de réassurance. Les autres produits techniques sont en forte baisse, le tout amène un résultat négatif de 685 K€ à fin 2018.

LoB 35 : Rentes réassurance non vie

| en K€ | 2017 | 2018 | Var en % | Var en K€ |
|----------------------------|--------------|------------|-------------|---------------|
| Primes acquises | 3 031 | 3 713 | 23% | 682 |
| Charge Technique | -1 726 | -4 362 | 153% | -2 636 |
| Solde de Réassurance | 536 | -179 | -133% | -715 |
| Frais | -415 | 0 | 0% | 415 |
| Autres produits techniques | 1 864 | 1 359 | -27% | -505 |
| Résultat technique | 3 291 | 531 | -84% | -2 760 |

Cette LoB contient la garantie invalidité des affaires en acceptations.

Les cotisations s'élèvent à 3 713 K€, malgré la résiliation d'un contrat.

La charge technique connaît une détérioration, tout comme le solde de réassurance suite à un changement de mode de comptabilisation. Un équilibre se crée par les autres produits techniques.

Au final, cette garantie garde un résultat technique positif pour 531 K€, mais celui-ci est en forte baisse comparé à 2017.

LoB 36 : Réassurance Vie

| en K€ | 2017 | 2018 | Var en % | Var en K€ |
|----------------------------|---------------|------------|--------------|--------------|
| Primes acquises | 6 419 | 6 590 | 3% | 171 |
| Charge Technique | -9 470 | -13 065 | 38% | -3 595 |
| Solde de Réassurance | 670 | 508 | -24% | -162 |
| Frais | -1 421 | -545 | -62% | 876 |
| Autres produits techniques | 2 518 | 6 775 | 169% | 4 257 |
| Résultat technique | -1 285 | 262 | -120% | 1 547 |

Cette LoB comprend la branche décès des acceptations de Saint Christophe Prévoyance.

Les primes connaissent une légère croissance (3 %). En contrepartie, la charge technique augmente de manière significative (3,6 M€), tout comme les autres produits techniques, en hausse de 4,3 M€, et les frais connaissent une baisse importante, au final, le résultat redevient bénéficiaire pour 262 K€.

A.3. Résultats des investissements

1) Analyse de la performance globale des investissements

Durant la période, le portefeuille titres SCP a été exposé aux éléments suivants :

- Une diminution des indices de référence (CAC, Eurostoxx, ...)
- Des taux d'intérêts particulièrement bas sur la période ne favorisant pas les investissements en obligations d'état.

A noter que les variations des revenus et charges des placements sont essentiellement liées à un changement de mode de comptabilisation des acceptations, et ayant amené à comptabiliser deux exercices (y/c en cession) pour la clôture des comptes 2018.

Malgré ces éléments, le portefeuille de SCP s'est bien maintenu durant la période. Les résultats financiers de SCP sont les suivants :

| en K€ | 2017 | 2018 | Variation |
|--|------------|------------|---------------|
| Revenus des placements | 2 349 | 3 910 | 66,5% |
| Autres produits des placements | 35 | 29 | -17,9% |
| Profits provenant de la réalisation des placements | 0 | 15 | 0,0% |
| Frais de gestion interne et externe des placements et frais financiers | -1 715 | -3 279 | 91,2% |
| Autres charges des placements | -34 | -37 | 7,7% |
| Pertes provenant de la réalisation de placements | -12 | -195 | 0,0% |
| Revenus Financiers | 622 | 443 | -28,8% |

Le bilan des actifs de SCP en valeur d'acquisition est le suivant pour 2017 et 2018 :

| en K€ | 2017 | 2018 | Variation |
|---|---------------|---------------|-------------|
| Immobilisations corporelles pour usage propre | | | 0,0% |
| Immobilier (autre que pour usage propre) | 0 | 0 | 0,0% |
| Participations | | | 0,0% |
| Obligations d'État | 8 250 | 8 987 | 8,9% |
| Obligations d'entreprise | 10 184 | 17 491 | 71,8% |
| Actions | | | 0,0% |
| Organismes de placement collectif | 3 159 | 2 422 | -23,3% |
| Dépôts auprès des cédantes | 69 492 | 68 247 | -1,8% |
| Par catégorie | 91 085 | 97 146 | 6,7% |

Il n'y a pas d'élément notable concernant le rendement de l'exercice 2018.

2) Analyse des impacts de profits et pertes comptabilisés directement en fonds propres

Il n'y a pas pour SCP de profits ou pertes directement comptabilisé en fonds propres.

3) Informations sur les titrisations

Saint Christophe Prévoyance n'a pas eu recours à la titrisation.

A.4. Résultat des autres activités

Les produits et charges non techniques sont ceux sans lien technique avec l'activité d'assurance. Les produits et charges exceptionnels sont ceux qui ont un caractère non récurrent, étranger à l'exploitation ou exceptionnel quant à leur montant ou leur incidence.

A la clôture 2018, il n'y a pas de produit et charge non technique et les produits financiers sur fonds propres représentent 204 K€.

A.5. Autres informations

SCP n'identifie pas d'autre information importante à communiquer sur l'activité et les résultats.

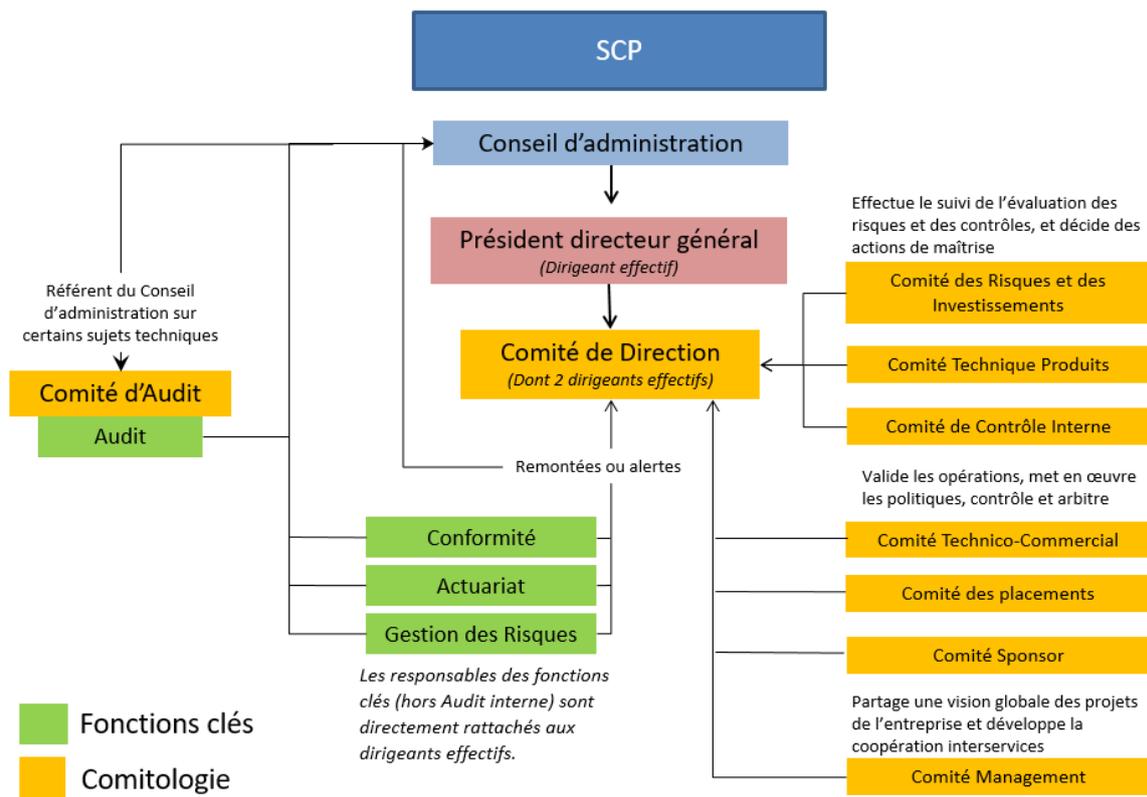
B. Système de gouvernance

B.1. Informations générales sur le système de gouvernance

1. Structure de gouvernance de l'entreprise

Saint-Christophe Prévoyance (SCP) est dirigé par différentes instances au sein desquelles sont répartis les pouvoirs décisionnaires et dont les missions sont détaillées ci-dessous. Chacune de ces responsabilités est assurée par différents organes qui agissent en fonction des pouvoirs qui leur sont conférés par le Code des assurances et par les statuts de la société.

Le schéma suivant reprend les principaux éléments de la structure de gouvernance existant au sein de Saint-Christophe Prévoyance.



Les responsables des fonctions clés (hors Audit interne) sont directement rattachés aux dirigeants effectifs.

- **Le Conseil d'administration**

En 2018, le conseil d'administration de SCP était composé de douze membres avec voix délibérative comprenant un président.

Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale ; leur mandat est d'une durée de six ans renouvelable.

Au cours de l'exercice 2018, le conseil s'est réuni à deux reprises sur convocation du président.

Le conseil détermine les orientations des activités de l'entreprise, notamment sur les sujets clés tels que la stratégie et s'assure de leur mise en œuvre (supervision des politiques écrites, participation au système de gestion des risques, ...). Les décisions sont prises aux conditions de quorum et de majorité prévues par la loi.

Le conseil d'administration s'appuie sur plusieurs comités spécialisés pour mener à bien ses travaux. Il s'agit notamment des comités suivants :

- un comité de direction,
- un comité d'audit,
- un comité des risques et des investissements,
- un comité technique produits
- un comité de contrôle interne,
- un comité des placements,
- Un comité technico-commercial,
- Un comité sponsor informatique,
- Un comité management.

- **Les responsables des fonctions clés**

Les fonctions clés, ont pour mission d'éclairer le conseil d'administration et les dirigeants effectifs. Elles ont aussi un rôle d'alerte des instances dirigeantes sur les risques encourus actuellement ou susceptibles d'émerger dans le futur. Les responsables des fonctions clé sont entendus annuellement par le conseil d'administration.

- **La fonction gestion des risques** (cf partie B.3) :

- Facilite la mise en œuvre du système de gestion des risques et en fournit une vision transversale.
- Assure le suivi du profil de risque dans son ensemble et veille à ce que le niveau de risque pris soit cohérent avec les orientations et les objectifs définis par le conseil d'administration.
- Identifie et évalue les risques émergents.
- Rend compte au conseil d'administration des expositions au risque et le conseille sur les questions de gestion des risques.

- **La fonction de vérification de la conformité** (cf partie B.4) :

- Évalue l'impact que tout changement juridique peut avoir sur SCP
- Met en place une politique de conformité et un plan de conformité et veille à leur mise en œuvre.

➤ **La fonction d'audit interne** (cf partie B.5) :

- Évalue si les directions opérationnelles et fonctionnelles de Saint Christophe Prévoyance exercent efficacement leurs fonctions en matière de contrôle des risques et de pilotage de leurs activités.
- Donne une vision indépendante et objective sur la mise en œuvre des orientations stratégiques de l'entreprise.

➤ **La fonction actuarielle** (cf. partie B.6) :

- Informe conseil d'administration et les dirigeants effectifs de la fiabilité et du caractère adéquat et suffisant du calcul des provisions techniques, qu'elle coordonne.
- Formule un avis sur la politique globale de souscription et de réassurance.
- Contribue à la mise en œuvre du système de gestion des risques.
- Établit un rapport annuel qui rend compte de tous ses travaux et de leur résultat, qui indique toute défaillance et émet des recommandations sur la manière d'y remédier. Ce rapport est soumis au Conseil d'administration.

Chaque fonction est en droit de s'entretenir de toute question pertinente avec le conseil d'administration et les dirigeants effectifs (gouvernance exécutive et/ou non exécutive). En particulier, elle remonte rapidement aux dirigeants effectifs, puis ensuite éventuellement au conseil d'administration toute problématique à caractère stratégique sans aucune restriction ni sanction.

2. Opérations et événements importants survenus en 2018

Aucun événement ou opération important n'est survenu au cours de l'exercice 2018.

3. Informations sur la politique de rémunération

Bien que SCP ne soit pas employeur, une politique de rémunération commune avec la Mutuelle Saint-Christophe assurances a été approuvée par le conseil d'administration compte tenu des liens existants.

• Administrateurs

Les membres du conseil d'administration ne perçoivent pas de rémunération au titre de leur mandat et implication dans la vie de SCP. En particulier, aucun jeton de présence n'est attribué aux administrateurs participant aux séances du conseil d'administration. En revanche, les frais de déplacement leur sont remboursés.

• Dirigeants effectifs

Les dirigeants effectifs de SCP sont le président directeur général, le directeur général délégué et le directeur administratif et financier.

Le système de rémunération du président directeur général est validé par le conseil d'administration.

Les modalités de rémunération des autres dirigeants effectifs sont identiques à celles de l'ensemble des autres salariés exposées ci-dessous.

• Responsables des fonctions clés

Le responsable de la fonction clé audit interne est le président du comité d'audit, administrateur de Saint Christophe Prévoyance. Par conséquent, il ne perçoit aucune rémunération au titre de cette responsabilité.

La responsabilité des autres fonctions clé est portée par des salariés de la Mutuelle Saint Christophe. Les modalités de leur rémunération sont identiques à celles de l'ensemble des autres salariés exposées ci-dessous. Aucune disposition spécifique n'est prévue en matière de rémunération relative aux tâches qui leur incombent en tant que fonction clé. En effet, leur rémunération est envisagée globalement c'est-à-dire sur l'ensemble des missions formulées dans leurs fiches de poste respectives.

- **Salariés**

Tout salarié dispose d'un revenu fixe ainsi que d'un complément de rémunération variable dont le versement partiel ou intégral est conditionné par l'atteinte d'objectifs

Dans la politique de rémunération, les composantes fixes et variables sont équilibrées, en particulier pour le dirigeant effectif et les fonctions clés, de sorte que la composante fixe représente une part suffisamment élevée de la rémunération totale, pour éviter que les salariés ne dépendent de manière excessive de la composante variable, et pour que l'organisme d'assurance puisse conserver la plus grande souplesse en matière de variable.

Par ailleurs, les objectifs fixés aux personnes exerçant les fonctions clés ou occupant un poste déterminant dans la gouvernance de SCP sont établis et articulés de manière à éviter tout conflit d'intérêts et conformément au principe de la personne prudente.

Le montant de la part variable effectivement distribué est défini annuellement en fonction de l'atteinte d'objectifs personnels de performance quantitatifs et qualitatifs mesurables, fixés annuellement par le manager. Pour les non cadres, une partie de la part variable est fonction d'un objectif collectif, c'est-à-dire un objectif d'équipe.

Ces objectifs sont formalisés de manière réaliste et non subjective lors d'un entretien entre le salarié et son manager et sont évalués en fin de période pour mesurer l'atteinte des objectifs métiers fixés mais également évaluer les compétences relationnelles du salarié. Le manager décide à l'issue de l'entretien, de ne pas attribuer ou d'attribuer partiellement ou totalement la rémunération variable.

Au-delà de la rémunération annuelle, des avantages sociaux sont accordés aux collaborateurs conformément aux conventions collectives et accords en vigueur. Les salariés bénéficient notamment :

- d'une participation aux bénéfices légale calculée au niveau des entités du groupe AXA ayant signé la RSG,
- d'une adhésion à un plan d'épargne interentreprises, dont les versements effectués par les salariés peuvent faire l'objet d'abondements (plafonnés) de la part de MSC,
- d'un régime de retraite supplémentaire (Article 83),
- de la participation de l'employeur à une couverture complémentaire santé,
- de la participation de l'employeur à une couverture complémentaire d'assurance prévoyance et de dépendance,
- d'indemnités de fin de carrière.

La politique telle qu'établie promeut une gestion saine et efficace des risques et n'encourage pas la prise de risques au-delà des limites de tolérance au risque de SCP.

4. Informations sur les transactions importantes conclues

SCP n'a pas réalisé de transactions importantes avec des personnes exerçant une influence notable sur SCP ou des membres du conseil d'administration.

B.2. Exigences de compétence et d'honorabilité

1. Personnes visées

Conformément à la réglementation, les exigences de compétences et d'honorabilité s'appliquent à toutes les personnes qui « dirigent effectivement l'entreprise et celles qui occupent des fonctions clés », ainsi qu'aux membres du conseil d'administration.

Sont visés :

- Les membres du conseil d'administration, dont le président directeur général, dirigeant effectif, et le président du comité d'audit, responsable de la fonction audit interne.
- Les deux autres dirigeants effectifs.
- Les trois autres responsables de fonctions clés.

Saint Christophe Prévoyance considère que les exigences de compétences sont appréhendées à titre individuel pour les dirigeants effectifs et fonctions clés et à titre collectif pour les administrateurs.

L'honorabilité, qui ne peut être qu'individuelle et donc non collective, répond aux mêmes principes pour toutes les personnes concernées.

2. Exigences en matière de compétences

Le Conseil d'administration doit avoir collectivement une qualification, une expérience et les connaissances nécessaires couvrant les domaines suivants :

- **Connaissance du marché et de son environnement** : la capacité à comprendre les spécificités assurantielles (inversion du cycle de production, impact des provisions, importance du cycle des placements...), et la connaissance du marché et des produits de l'assurance vie, prévoyance et santé, et de la concurrence.
- **Stratégie d'entreprise et modèle économique** : la capacité à définir des orientations stratégiques et à en mesurer les impacts au travers d'un business plan (ex. développement d'un nouveau marché ou d'un nouveau produit et compréhension des mesures d'impact sur les équilibres techniques et financiers de la société).
- **Système de gouvernance** : une connaissance des rôles et des responsabilités du conseil d'administration, des dirigeants effectifs, des quatre fonctions clés et du processus ORSA.
- **Analyse financière et actuarielle** : la capacité à savoir lire un bilan et un compte de résultat, comprendre et challenger, entre autres, l'analyse des provisions Best Estimate (méthode Chain Ladder), les calculs de risques SCR, le rapport de la fonction actuarielle, une étude de tarification...
- **Cadre et dispositions réglementaires** : une connaissance de la réglementation Solvabilité 2 (Piliers 1, 2 et 3).

Les dirigeants effectifs et les responsables des fonctions clés doivent également pouvoir justifier de leurs compétences personnelles envers les domaines cités ci-dessus. Par ailleurs, plus spécifiquement pour les fonctions clés, les compétences exigibles par spécialité sont définies comme suit :

- Le responsable de la fonction actuarielle doit posséder une connaissance et une pratique des statistiques, mathématiques actuarielles et financières solides pour pouvoir coordonner et apprécier le calcul de provisions mathématiques. La fonction doit également être compétente pour émettre des avis sur la politique de souscription et la politique de réassurance de SCP, pour contribuer à la mise en œuvre du système de gestion et pour s'assurer de la qualité des données.
- Le responsable de la fonction de gestion des risques doit être compétent pour gérer les risques relatifs à la souscription, au provisionnement, à la gestion actif-passif, aux investissements, à la gestion du risque de liquidité et de concentration, à la gestion des risques opérationnels et stratégiques et aux techniques d'atténuation du risque. La fonction doit également être compétente pour gérer l'autoévaluation des risques de SCP (ORSA).
- Le responsable de la fonction de vérification de la conformité doit posséder une connaissance suffisante de la réglementation dans le secteur assurantiel, mais également de l'activité de SCP pour être à même d'appréhender l'exposition au risque de non-conformité.
- Le responsable de la fonction d'audit interne doit être compétent pour établir, mettre en œuvre et garder opérationnel un plan d'audit, détaillant les travaux d'audit à conduire pour améliorer le fonctionnement de SCP. La fonction doit également être compétente pour comprendre, tester et émettre un avis sur les divers travaux conduits par SCP.

3. Processus d'évaluation de la compétence et de l'honorabilité

- **Évaluation de la compétence**

- **Compétences individuelles**

Lorsqu'une personne occupe ou est pressentie pour occuper le poste de dirigeant effectif ou de responsable d'une fonction clé, SCP s'assure de la compétence de la personne pour le poste visé.

Pour cela, la direction des ressources humaines et le manager étudient le curriculum vitae du candidat pour analyser les diplômes et les qualifications professionnelles que la personne a acquis et s'assurent que celle-ci dispose d'une expérience et de connaissances suffisantes dans le domaine pour répondre aux exigences de compétences pour le poste.

Lorsque le conseil d'administration recherche des administrateurs, les candidatures sont au préalable présentées au président directeur général. Les candidats retenus sont invités à rencontrer le président qui proposera au conseil les candidatures sélectionnées. Le parcours professionnel des candidats est étudié tout comme les compétences acquises.

➤ **Compétences collectives**

Lorsqu'une personne occupe ou souhaite occuper un poste d'administrateur au sein du conseil d'administration, SCP s'assure de la compétence de la personne pour le poste visé, mais également des compétences collectives au sein du conseil d'administration.

Pour se faire, un questionnaire d'auto-évaluation est adressé annuellement aux administrateurs, qui permet d'attribuer une notation sur les cinq domaines cités dans le paragraphe B2-2.

Les critères de notation retenus sont les suivants :

| Note | Critère de notation |
|------|-------------------------------------|
| 1 | Pas de connaissances |
| 2 | Connaissances de base - perfectible |
| 3 | Connaissances correctes |
| 4 | Bonne maîtrise |
| 5 | Totalement maîtrisé - Expert |

Suite aux retours d'autoévaluation des administrateurs, SCP propose un plan de formation des administrateurs sur la base de la vision globale des compétences mais aussi des compétences individuelles des membres du conseil d'administration dans le respect du principe de proportionnalité. Une procédure spécifique est prévue pour la formation d'un nouvel administrateur.

Ces exigences de compétence concourent à ce que la personne puisse exercer sa fonction de manière saine et prudente. Le responsable de la fonction conformité s'assure de leur mise en œuvre dans un délai raisonnable.

- **Évaluation de l'honorabilité**

Pour évaluer l'honorabilité, SCP s'appuie sur le questionnaire présent dans le formulaire de nomination ou de renouvellement de dirigeant effectif ou de responsable d'une fonction clé proposé par l'ACPR.

Par ailleurs, un formulaire d'évaluation d'honorabilité est transmis aux nouveaux administrateurs. Il permet de reprendre le parcours professionnel, de connaître les engagements et intérêts extérieurs à SCP, d'évaluer ainsi les potentiels conflits d'intérêts, d'identifier les condamnations éventuelles passées ou l'implication dans des situations passées de défaillance d'entreprise.

SCP demande aux dirigeants effectifs, fonctions clé et administrateurs de signer annuellement une déclaration d'honorabilité.

La réputation de la personne est également évaluée, de façon qualitative, par enquête informelle auprès de référents dont elle pourra se réclamer.

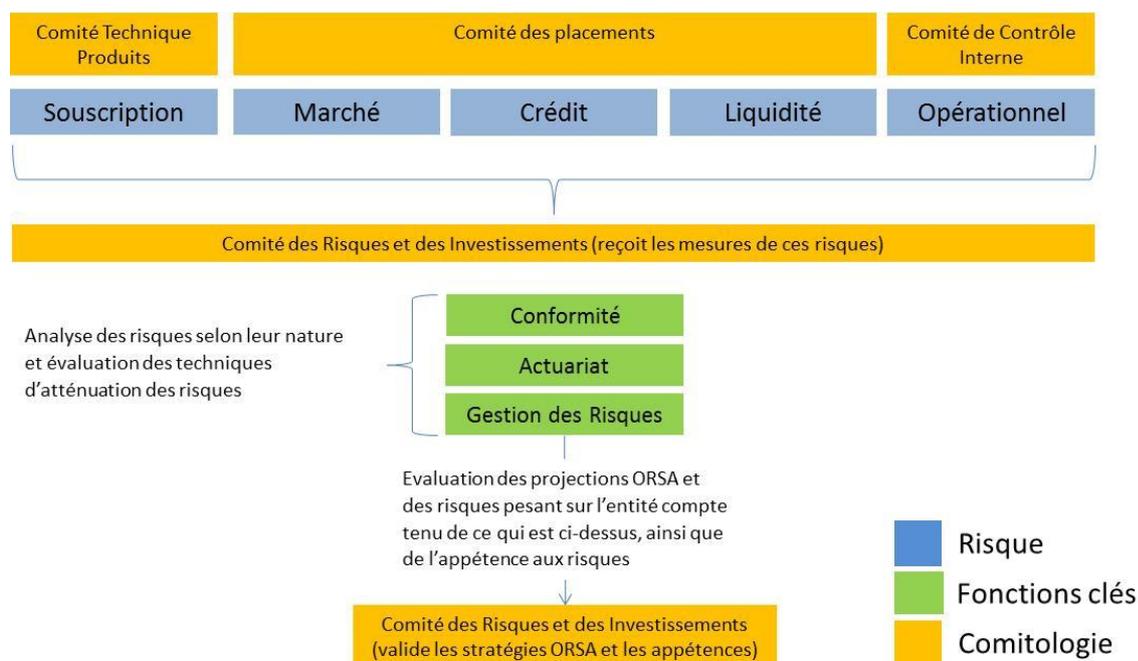
B.3. Système de gestion des risques

La finalité du dispositif de maîtrise des risques est de mettre sous contrôle les risques de SCP qui peuvent avoir des impacts financiers, d'image, juridiques / réglementaires ou sur la qualité de service. La démarche de maîtrise des risques repose sur la mise en place d'un dispositif complet basé sur le principe d'amélioration permanente. Le processus comprend l'identification des risques, leur gestion, les contrôles mis en place ainsi que la gouvernance associée.

1. Organisation générale de la gestion des risques

➤ Vue synoptique de la gestion des risques

Concernant ses process et objectifs, le système suit le schéma suivant :



➤ Instances de gouvernance en matière de gestion des risques

Le Conseil d'Administration valide les orientations stratégiques de l'entreprise en matière de gestion des risques et il est tenu informé de leur mise en œuvre.

Le Comité d'Audit revoit des points spécifiques et informe en particulier le Conseil d'Administration de l'efficacité du dispositif de contrôle interne et de gestion du risque mis en œuvre.

Le dispositif de suivi des risques est également garanti par la fonction gestion des risques. Le responsable doit s'assurer que les risques pris sont conformes aux politiques et limites définies par SCP via le système de gouvernance. Le responsable de la fonction gestion des

risques est en droit de s'entretenir de toute question pertinente avec la gouvernance exécutive et/ou non exécutive. En particulier, il remonte rapidement aux dirigeants effectifs, puis ensuite éventuellement au conseil d'administration toute problématique à caractère stratégique, sans aucune restriction ni sanction.

Le responsable de la fonction gestion des risques informe une fois par an le conseil d'administration de ses travaux. Par ailleurs, il assure l'organisation des comités d'audit qu'il informe également des travaux réalisés en matière de gestion des risques (les risques jugés « majeurs » font l'objet d'un reporting en comité d'audit) et à qui il présente et fait notamment valider :

- Le RSR et le SFCR,
- L'exercice ORSA et l'appétence aux risques.

Pour mener le suivi des risques, la fonction clé s'appuie sur les comités suivants :

- Le comité de contrôle interne,
- Le comité technique produit,
- Le comité des placements
- Le comité des risques et des investissements.

Le comité de contrôle interne a pour vocation d'assurer le suivi de la mise en œuvre de la politique et du dispositif de contrôle interne en présence de la direction et des principaux chefs de service. Cette instance cible les risques opérationnels.

Le Comité Technique Produit a pour vocation de traiter les risques propres au métier de l'assureur : ceux inhérents à l'évolution des produits distribués, aux risques de souscription, à leur rentabilité. Ce comité réunit la direction générale et les services directement concernés par ces sujets.

Le comité de placement permet à SCP d'avoir de son gestionnaire d'actifs un reporting régulier sur l'état de ses placements, le respect de ses limites de risques (liquidité, concentration, allocation), le rendement de ses actifs et tout autre élément susceptible de nécessiter une décision de sa part. Le respect de ces limites est par ailleurs suivi par un comité ad hoc réalisé par le gestionnaire.

Le comité risques et investissements assure le suivi et le pilotage des risques au niveau le plus global de l'entreprise. Il réunit le président directeur général, le directeur général délégué et le directeur administratif et financier ainsi que les responsables des fonctions clé actuariat et gestion des risques. Ce comité permet de présenter et valider les travaux portant notamment sur l'évaluation de la solvabilité de l'entreprise et sur l'exercice d'évaluation interne des risques (ORSA). Il définit les risques majeurs à dire d'expert qu'il convient de simuler dans le cadre des scénarii ORSA.

Par ailleurs, ce comité est appelé à se réunir à chaque fois que des décisions stratégiques susceptibles d'avoir un impact significatif sur la solvabilité de l'entreprise doivent être prises.

➤ **Le responsable de la fonction de gestion des risques**

Le responsable de la fonction clé de gestion des risques contrôle le système de gestion des risques et donne une vue d'ensemble des risques sur l'organisation en y détaillant les expositions par risque.

Il s'appuie sur l'ensemble des responsables de services, couvrant l'ensemble des activités de l'entreprise, et en particulier, pour les risques opérationnels, sur le service contrôle interne et conformité.

Il satisfait aux exigences de Compétence et d'Honorabilité telles qu'établies dans la politique de compétence et d'honorabilité.

Positionnement

Le responsable de la fonction de gestion des risques est rattaché au directeur administratif et financier, dirigeant effectif.

Il est indépendant :

- des équipes responsables de la tarification, de la souscription et des investissements,
- de la fonction actuarielle, en charge du provisionnement,
- de l'audit Interne.

Au titre de sa fonction, il est invité au Comité de direction lorsque les sujets abordés le nécessitent.

Missions

La fonction clé :

- S'assure que les risques majeurs stressés dans l'ORSA répondent bien à la perception des dirigeants effectifs ;
- Propose le cas échéant des solutions d'amélioration du ratio de couverture identifié à partir de l'ORSA ;
- S'assure du pilotage et de la coordination de l'ORSA ;
- Informe le comité d'audit des risques les plus importants et des actions entreprises afin de réduire leur impact potentiel ;
- Réalise un reporting annuel au conseil d'administration sur les risques liés aux orientations stratégiques et fait valider l'appétence aux risques.

2. L'évaluation interne des risques et de la solvabilité (ORSA)

Processus d'évaluation interne des risques

L'évaluation interne des risques et de la solvabilité (Own Risk & Solvency Assessment - ORSA) recouvre l'ensemble des processus d'identification, de mesure, de surveillance, de gestion et de reporting des risques à court et à moyen terme, ainsi que la détermination du niveau des fonds propres requis en adéquation avec son profil d'activités et de risque. L'ORSA fait donc partie intégrante de la gouvernance de l'organisme.

La démarche ORSA retenue par la Société est ventilée en quatre chantiers qui couvrent l'ensemble des exigences réglementaires visées par l'Article 45 de la Directive Solvabilité II :

Identification des risques et mesure du capital ORSA

- Identification des risques
- Estimation d'un besoin global de solvabilité

Suivi continu de la solvabilité et évaluation prospective

- Respect permanent et continu du SCR et du MCR
- Business Plan : définition des indicateurs de rentabilité et de solvabilité et suivi prospectif de ces indicateurs

Tests de résistance, impacts de scénarii extrêmes

Appétence au risque et pilotage

- Stratégie et mesure d'impact des décisions
- Niveau de prise de risque souhaité
- Allocation du capital - Budget de risque

Périodicité de l'évaluation interne et approbation

Une évaluation régulière interne des risques et de la solvabilité est réalisée annuellement, après remise des états quantitatifs du pilier I. Un processus ORSA non régulier peut également être déclenché, en cas de survenance d'événements structurants ou stratégiques pour SCP.

Lien entre la gestion du capital et le profil de risque

L'ORSA permet au conseil d'administration de s'assurer que les orientations stratégiques tiennent compte de l'évolution de la solvabilité des différentes activités à 5 ans et des limites de tolérance au risque. En tant qu'outil du système de gestion des risques, l'ORSA contribue à renforcer la culture de gestion des risques et à en favoriser une compréhension complète.

Pour déterminer dans quelle mesure le profil de risques de la société s'écarte des hypothèses qui sous-tendent le SCR calculé en formule standard et quantifier ces écarts, la Société évalue son besoin global de solvabilité. Lors de cette première évaluation, SCP intègre l'ensemble des risques inhérents à son activité et à son développement qui ne seraient soit pas inclus, soit incorrectement pris en compte dans la formule standard.

La démarche de l'ORSA étant prospective, la situation financière et la gestion du capital de SCP sont ensuite projetées sur l'horizon du business plan.

Enfin, SCP réalise des scénarii alternatifs qui vont permettre de vérifier sa solvabilité dans ces différentes situations décrites. SCP étudie dans ce cadre des scénarios économiques et de marché.

Test de résistance

Dans le cadre des travaux ORSA 2018, afin de vérifier la capacité de SCP à être solvable un certain nombre de scénarii ont été étudiés. Ils sont constitués selon l'expertise de la société et correspondent à des situations extrêmes.

Dans les modèles, le SCR et l'AFR sont recalculés. Ceci induit des variations des deux composantes du ratio de couverture (numérateur : AFR et dénominateur : SCR). Cette double variation peut induire des résultats contre intuitifs sur certains scénarii.

B.4. Système de contrôle interne

1. Description du dispositif de contrôle interne

Le contrôle interne est un processus mis en œuvre par le conseil d'administration, la direction générale et le personnel, destiné à fournir une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs suivants :

- La réalisation et l'optimisation des opérations.
- La fiabilité des informations financières et de gestion.
- La conformité aux lois et réglementations en vigueur.

Le dispositif de contrôle interne s'inscrit dans une démarche globale de gestion des risques et contribue à la maîtrise des risques opérationnels de Saint Christophe Prévoyance.

Ce dispositif repose sur :

- Des cartographies des risques opérationnels (identification et cotation des risques opérationnels et des éléments de maîtrise en place).
- Des plans de contrôle pour les risques forts à surveiller.
- Des plans d'actions pour les risques forts non maîtrisés.
- Une base de suivi des actions.

Le dispositif de contrôle interne s'articule autour de trois niveaux de contrôle :

- **Le contrôle de premier niveau (contrôle permanent)**

Il est mis en place par les métiers dans le cadre de leurs activités. Il s'agit des contrôles réalisés par les collaborateurs dans le flux de leur activité et des contrôles des managers chargés du pilotage et de la surveillance du fonctionnement de leur service.

Ce premier niveau comprend également les contrôles embarqués dans les systèmes d'information et l'ensemble des éléments de maîtrise nécessaires à la réalisation des processus (séparation de fonctions, formations, procédures,...)

- **Le contrôle de second niveau (contrôle permanent)**

Il est mis en œuvre par le service contrôle interne et conformité.

Les contrôles de second niveau sont recensés dans un plan de contrôle dont l'objectif est de vérifier la réalité et l'efficacité des éléments de maîtrise mis en place au regard des risques opérationnels forts à surveiller.

Ces contrôles de second niveau, ou tests de contrôle interne, doivent permettre d'optimiser le dispositif de maîtrise des risques au travers de plans d'action si les résultats du test se révèlent non concluants et de faire évoluer les cartographies des risques.

- **Le contrôle de troisième niveau (contrôle périodique)**

Il s'agit de l'audit interne (cf. partie B.5)

Le dispositif est complété par un process de suivi des incidents et un process de traitement des réclamations qui contribuent à la révision de l'évaluation des risques opérationnels.

Un reporting sur les travaux et les résultats liés au dispositif de contrôle interne est régulièrement fait auprès du comité de contrôle interne et du comité d'audit.

2. Mise en œuvre de la fonction de vérification de la conformité

La fonction de vérification de la conformité est mise en œuvre dans le cadre défini par la politique de conformité qui est réexaminée au moins une fois par an et approuvée par le conseil d'administration.

Objectifs

Les objectifs de la fonction de vérification de la conformité de Saint Christophe Prévoyance sont les suivants :

- s'assurer du respect des dispositions législatives et réglementaires ainsi que des bonnes pratiques et codes éthiques et professionnels,
- déterminer et délimiter les risques de non-conformité et évaluer leurs conséquences sur l'activité de SCP,
- proposer au conseil d'administration des mesures pour maîtriser et traiter les risques de non-conformité,
- évaluer les impacts de tout changement de l'environnement juridique sur les opérations de SCP.

Périmètre

La fonction couvre tous les domaines d'activités de Saint Christophe Prévoyance. A ce titre, elle veille et participe à la mise en conformité des procédures internes avec la réglementation, en particulier, les domaines suivants :

- la déontologie professionnelle et le respect des règles d'éthique,
- la gouvernance d'entreprise,
- la prévention de la fraude, de la délinquance financière, du blanchiment et de la corruption,
- la protection des données à caractère personnel et l'obligation de confidentialité,
- le respect des normes de gestion prudentielle,
- le lancement de nouveaux produits et la qualité des prestations fournies aux sociétaires,
- la bonne application des valeurs de l'entreprise.

Par ailleurs, la fonction clé de vérification de la conformité contribue à la promotion d'une culture de conformité au sein de SCP.

Organisation de la filière conformité

- Le responsable de la fonction clé vérification de la conformité

Les missions du responsable de la fonction de vérification de la conformité sont les suivantes :

- Fixer les orientations prioritaires en matière de conformité. Formaliser et actualiser la politique de conformité.
 - Accompagner la mise en œuvre de la politique de conformités auprès des services.
 - Maintenir le référentiel global de conformité de SCP.
 - Dans le cadre général des cartographies des risques opérationnels, identifier les risques de non-conformité et procéder à leur évaluation.
 - Animer le réseau de correspondants conformité.
 - Etablir un rapport annuel au conseil d'administration.
- Les correspondants conformité

Des correspondants conformité ont été désignés au sein des différentes directions. Ils ont été choisis pour leurs compétences et leurs responsabilités dans l'organisation de SCP.

Les missions du correspondant conformité sont les suivantes :

- Assurer la veille sur les évolutions légales et réglementaires relatives à ses domaines d'expertise et évaluer leurs impacts.
 - Proposer les actions nécessaires pour se mettre en conformité avec ces exigences légales et réglementaires.
 - Animer, pour ses domaines d'expertise, les actions de communication et d'information pour le maintien des bonnes pratiques au sein de SCP.
 - Participer, avec le service contrôle interne et conformité, à la définition des contrôles de conformité à mettre en œuvre.
 - Effectuer un reporting régulier de son activité auprès du responsable de la fonction clé vérification de la conformité.
- Le service contrôle interne et conformité

Les missions du service contrôle interne et conformité sont les suivantes :

- Définir et maintenir les outils et méthodologie d'identification et d'analyse des risques de non-conformité (cartographie des risques)
- Réaliser les contrôles de second niveau
- Suivre l'avancée des différentes actions définies et en assurer le reporting.

B.5. Fonction d'audit interne

1. Mise en œuvre de la fonction d'audit interne

Les missions et travaux de la fonction d'audit interne visent à déterminer si les directions opérationnelles et fonctionnelles de Saint Christophe Prévoyance exercent efficacement leurs fonctions en matière de contrôle des risques et de pilotage de leurs activités. Elles ont également pour objectif de donner une vision indépendante et objective sur la mise en œuvre des orientations stratégiques de la société.

L'activité de l'audit interne s'organise autour du plan d'audit qui est élaboré en prenant en compte :

- Les éléments d'analyse des différents dispositifs de gestion des risques en vigueur au sein de Saint Christophe Prévoyance.
- Les attentes du comité d'audit, des dirigeants effectifs, des autres membres du comité de direction et des fonctions clés.

- Les résultats des audits précédents.

La réalisation des missions est externalisée.

Les rapports d'audit interne sont diffusés au comité d'audit et aux dirigeants effectifs.

Les recommandations font l'objet d'un suivi régulier.

Le responsable de la fonction clé audit interne rend compte régulièrement aux dirigeants effectifs, au comité d'audit et au conseil d'administration de l'avancée des travaux réalisés en matière d'audit interne. Il produit annuellement un rapport d'activité destiné à faire le point sur l'organisation de l'audit interne, la réalisation des missions et la mise en œuvre des recommandations. Il présente ce rapport au conseil d'administration.

2. Indépendance et objectivité de la fonction d'audit interne

Le responsable de la fonction clé audit est le président du comité d'audit.

Ce positionnement lui confère l'autorité nécessaire à la réalisation de ses missions, établit son indépendance des fonctions opérationnelles, et lui garantit un accès direct aux dirigeants effectifs, au conseil d'administration et à tout type d'information.

L'objectivité, quant à elle, est favorisée par le fait que la réalisation des missions d'audit interne est confiée à des prestataires externes qui s'engagent à respecter les normes professionnelles en vigueur, tout particulièrement les règles de déontologie applicables à l'audit interne.

B.6. Fonction actuarielle

Dans le cadre des tâches qui lui sont confiées et conformément à l'article 272 du règlement délégué, la fonction actuarielle est responsable des normes de provisionnement, de l'évaluation du Best Estimate et de la coordination du calcul des provisions techniques.

La fonction actuarielle rédige chaque année un rapport actuariel et exprime un avis sur le calcul des provisions techniques et les politiques de souscription (notamment se prononcer sur la suffisance du tarif) et de réassurance (pertinence du programme au vu du profil du risque, choix des réassureurs...), conformément à l'article 48 de la Directive Solvabilité II.

Pour émettre cet avis, la fonction actuarielle étudie la pertinence des méthodes et des hypothèses utilisées pour établir les provisions techniques, apprécie la suffisance et la qualité des données utilisées, compare les résultats obtenus avec l'expérience, analyse la suffisance des primes et les processus d'ajustement de ces dernières, ainsi que l'efficacité et impact de la politique de réassurance sur la solidité de l'entreprise.

En particulier, la fonction actuarielle a réalisé les travaux suivants :

- Calcul, sur une partie du périmètre, des provisions techniques lors de la clôture de fin d'année
- Calcul de la meilleure estimation de sinistres, de primes, ainsi que de la Marge pour Risque, selon les normes Solvabilité 2, et analyse des variations

- Calcul des exigences de capital SCR et des MCR selon la formule standard Solvabilité 2
- Dans le cadre de l'ORSA, estimation du capital ORSA, projection sur les exercices futurs des ratios de couverture Solvabilité 2 et réalisation de stress tests de résistance des ratios de couverture futurs.
- Revue de la rentabilité des produits (S/P et Ratio Combiné)
- Tests de résistance du programme de réassurance, selon des scénarios extrêmes, proposés dans le cadre des normes Solvabilité 2.

B.7. Sous-traitance

1. Description de la politique de sous-traitance

- Définition du périmètre du processus de sous-traitance

Comme indiqué précédemment, Saint-Christophe Prévoyance n'emploie pas de salariés en propre et de ce fait utilise les ressources humaines et matérielles que la Mutuelle Saint-Christophe assurances met à sa disposition, moyennant rétribution.

En dehors des travaux sous-traités à MSC, SCP considère comme critique ou importante toute externalisation ou sous-traitance d'activité pouvant impacter significativement le chiffre d'affaires, le résultat, la qualité de service ou l'image de SCP.

Par ailleurs, dans un souci d'indépendance et de souveraineté, SCP s'interdit de sous-traiter ou externaliser la définition et le suivi de sa stratégie.

- Décision de sous-traiter et sélection du prestataire

La décision d'externaliser ou non une activité est un choix stratégique engageant pour SCP sur le moyen ou long terme dans la mesure où elle fait appel à des prestataires sur des sujets délicats pour lesquels elle ne dispose pas d'expérience suffisante ou pour lesquels la mise en place en interne serait trop coûteuse. Les décisions d'externalisation stratégiques pour la société sont présentées au conseil d'administration.

Pour l'externalisation d'activités auprès d'une entité du Groupe AXA, la procédure de mise en place d'externalisation est allégée du fait des accords historiques établis avec le groupe. La description des besoins métier validée par les parties prenantes reste documentée.

La sélection du prestataire se fait dans le cadre du pilotage global de la sous-traitance, y compris en cas de renouvellement. SCP réalise systématiquement un benchmark, via, par exemple, un appel d'offres, des tarifs et de la qualité des services proposés par différentes entreprises avant de contracter.

Par ailleurs, SCP s'assure que le prestataire dispose des ressources financières nécessaires pour s'acquitter de manière fiable des missions confiées.

La décision de sous-traitance s'appuie sur la constitution d'un dossier de proposition de recours à des prestations externes.

Il intègre selon les activités sous-traitées notamment l'avis des différentes fonctions impactées par le projet de sous-traitance, ainsi que celui des Ressources Humaines. Il est ensuite présenté au Comité de Direction pour validation de la décision de sous-traiter ou d'externaliser.

Les décisions d'externalisation stratégiques pour la Société sont présentées au conseil d'administration. L'engagement de sous-traiter suit les règles de délégation et les seuils figurants dans le document « Procédures d'engagements et de règlement des frais généraux, circuits, délégations, sécurité ».

Pour les courtiers apporteurs d'affaires qui exercent une activité de gestion déléguée par la société, la décision de leur déléguer la gestion du contrat apporté fait partie intégrante du processus de négociation du contrat ; la délégation de l'exécution du contrat ne peut ainsi pas être dissociée de l'apport du contrat.

- **Suivi et contrôle du prestataire**

Les activités ou fonctions sous-traitées ou externalisées font l'objet d'un suivi et de contrôles pour s'assurer de la qualité de la prestation livrée. Les modalités du suivi sont précisées par le contrat de sous-traitance.

Ce suivi est effectué par le commanditaire sur les aspects suivants :

- suivi budgétaire,
- suivi de la qualité des travaux menés et de la performance (délais, coût des prestations, qualité,...),
- suivi de la conformité, selon l'activité concernée (CNIL, lutte anti-blanchiment et anti-terroriste, gestion des réclamations, PCA, ...).

Pour chacun de ses sous-traitants, la société désigne un interlocuteur interne qui est chargé de piloter, surveiller et évaluer la qualité des prestations fournies et la bonne application des contrats par le prestataire. En cas de problème relevé, l'interlocuteur en informe la direction générale, qui décide éventuellement d'en informer le conseil d'administration.

La société se réserve également le droit de réaliser des contrôles sur place chez ses sous-traitants afin de s'assurer du respect des dispositions établies dans le contrat de sous-traitance ou d'externalisation.

2. Informations sur les activités importantes ou critiques sous-traitées

Au-delà des ressources humaines et matérielles mises à disposition par la Mutuelle Saint Christophe précédemment évoquées, en 2018, les principales activités confiées pour tout ou partie à des sous-traitants étaient les suivantes :

- la gestion des contrats et des sinistres
- la réalisation des missions d'audit interne
- la réalisation de missions de contrôle sur place de délégataires de gestion
- La gestion des placements

L'ensemble des sous-traitants auxquels ces activités ont été confiées exercent leur activité en France.

B.8. Autres informations

L'organisation du système de gouvernance permet à SCP de gérer son activité en adéquation avec la nature, l'ampleur et la complexité des risques inhérents à son activité.

La nature : SCP propose des produits relevant des branches santé et prévoyance, dont les risques sont connus et maîtrisés par SCP.

L'ampleur : La taille de SCP reste modeste. Elle se situe en deçà des seuils relatifs aux reportings trimestriels.

La complexité : Les produits commercialisés par SCP sont peu complexes (pas de produit d'épargne ou retraite) et les risques associés sont maîtrisés du fait de la bonne connaissance de la population assurée.

SCP n'identifie pas d'autre information importante à communiquer sur le système de gouvernance.

C. Profil de risque

C.1. Risque de souscription

Le périmètre des risques de souscription couverts par SCP correspond à ceux inhérents à l'activité de souscription de SCP dans les pays, dans lesquels elle est habilitée à commercialiser ses contrats en France principalement et sur les catégories ministérielles suivantes :

- 1 : Accidents,
- 2 : Maladie
- 20 : Vie- décès.

Les volumétries d'activité et leurs évolutions peuvent être consultées dans la partie « Activités et Résultats ».

Pour SCP, le risque de souscription se matérialise essentiellement sous forme des risques suivants :

- Que les cotisations ne couvrent pas le montant des sinistres survenus pendant l'année en raison notamment d'hypothèses inadéquates en matière de tarification ou encore de politique de souscription,
- Que les provisions techniques constituées en prévision des paiements de sinistres soient insuffisantes,
- Que le profil de survie des assurés ait une tendance à la dérive (notamment pour les garanties vie-décès)
- Que la loi des grands nombres, diversifiant les risques, ne puisse pas s'appliquer à l'échelle de SCP, et que les comptes soient déséquilibrés suite à la survenance d'un sinistre grave, notamment sur la garantie invalidité. Notons que la réassurance présente permet de limiter la sévérité pour SCP.
- Le risque de concentration d'assurés sur un même lieu, qui s'avère très limité pour SCP (moins de 2% des assurés sur un même lieu)

L'identification des risques liés à l'exercice des branches est réalisée lors de la mesure quantitative du risque de souscription dans le cadre des travaux du pilier I de Solvabilité 2.

Par ailleurs, dans le cadre des tâches qui lui sont confiées et conformément à l'article 272 du Règlement Délégué, la fonction Actuarielle émet un avis sur la politique de souscription et met notamment en avant tout risque détectable qui y est attaché.

Afin de limiter les risques liés à son activité, la SCP met en place des suivis de ces risques dans ces comités de Technique Produit.

Les tests de résistance au risque de souscription ont été réalisés à travers la simulation de stress-tests dans le cadre de l'ORSA.

C.2. Risque de marché

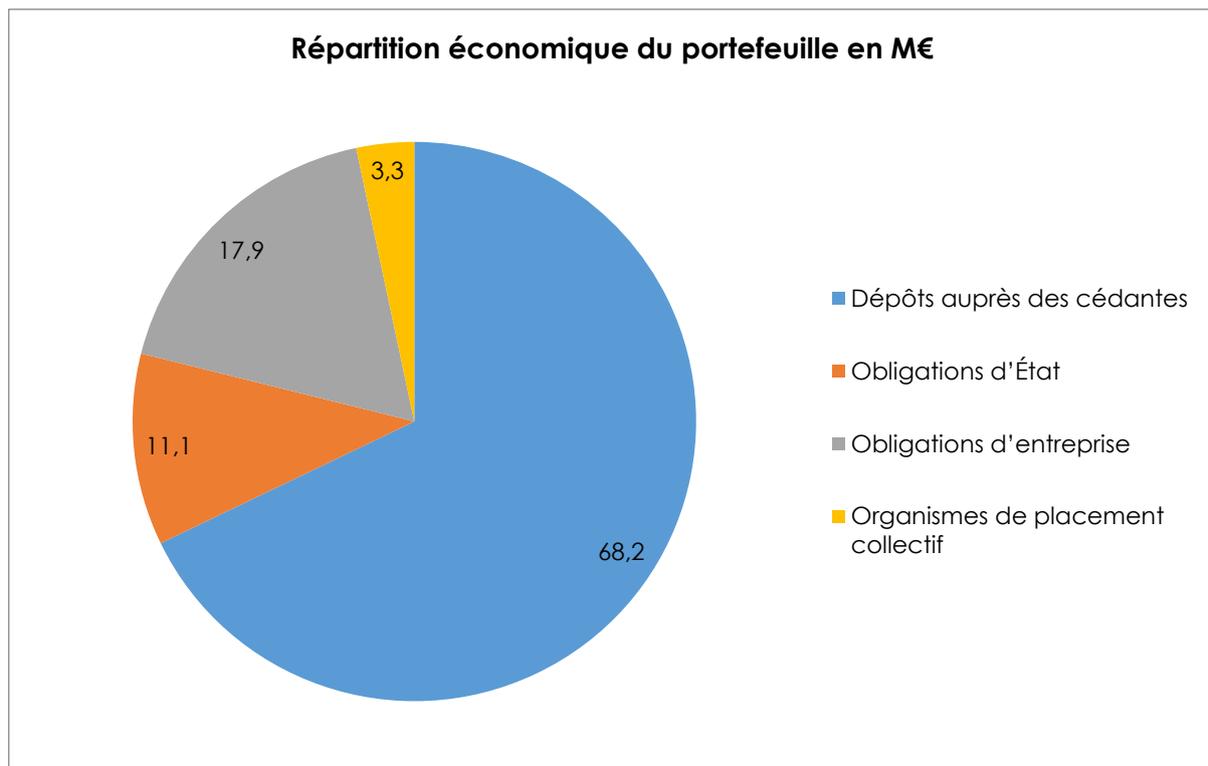
La gestion du portefeuille d'actifs SCP est déléguée à un gestionnaire spécialisé. Une convention de gestion entre AXA Investment Managers (IM) et SCP fixe les limites de cette délégation ainsi que les rôles des parties.

Dans ce cadre, les propositions d'allocation du gestionnaire d'actif entrent dans le système général de gouvernance et des risques de marché d'AXA, répondant au principe de la personne prudente et basé sur les résultats de notre étude ALM.

Le principe de la personne prudente, est réparti entre SCP et son gestionnaire :

- SCP vérifie les risques, tout ce qui est inhabituel ou non admis sur un marché réglementé et les conflits d'intérêt pouvant exister pour le gestionnaire
- Le gestionnaire, dans les propositions de placement, s'assure que la qualité de signature, la répartition et la rentabilité correspondent aux directives de SCP

Au 31 décembre 2018, l'exposition de SCP au risque de marché est présentée ventilée selon les classes d'actifs suivantes :



C.3. Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte que pourrait entraîner le défaut des contreparties ou de tout débiteur auquel SCP est exposée sous forme de risque de contrepartie. Il correspond aux risques du module « contrepartie » de la formule standard.

Il relève des catégories suivantes conformes à la classification Solvabilité 2 :

- Risques de défaut des réassureurs
- Risques de défaut des banques en tant que dépositaires des comptes
- Risques de défaut de tout débiteur autre que ceux-ci-dessus mentionnés.

Le risque relatif à la dégradation de la qualité de crédit et, à l'extrême au défaut, d'émetteurs de valeurs mobilières est traité dans le risque de marché.

Les tests de résistance au risque de défaut ont été réalisés à travers la simulation de stress-tests portant sur des risques considérés comme majeurs.

C.4. Risque de liquidité

Le risque de liquidité se définit comme le risque de ne pas pouvoir céder des actifs en vue d'honorer ses engagements financiers au moment où ceux-ci deviennent exigibles.

La gestion des risques liés aux investissements, à la gestion des actifs et des passifs et à la liquidité est partiellement externalisée conformément à la politique de sous-traitance. Une délégation de la gestion des actifs est ainsi signée par la direction générale de SCP, qui se réserve le droit de diriger les opérations de placements sensibles ou stratégiques pour SCP.

Le cadre de gestion du risque de liquidité repose sur une évaluation régulière de ce risque s'appuyant sur la surveillance du niveau de liquidité et la concentration de ses actifs.

Un plancher de liquidité est déterminé contractuellement et révisable à tout moment. C'est un montant exprimé en taux de l'actif permettant à SCP de disposer d'une certaine souplesse pour les opportunités d'investissement.

Enfin, le risque de défaut de paiement s'avère historiquement très limité. Nous avons considéré par conséquent que le calcul du bénéfice attendu des primes futures amenait un résultat nul.

C.5. Risque opérationnel

Il s'agit du risque résultant d'une inadaptation ou d'une défaillance imputable à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs, y compris les événements de faible probabilité d'occurrence mais à risque de perte élevée. Le risque opérationnel, ainsi défini, inclut le risque de non-conformité

- Identification et évaluation des risques

Le dispositif d'identification et d'évaluation des risques opérationnels repose sur des cartographies des risques opérationnels qui sont établies sous la coordination du service contrôle interne et conformité, en appliquant la méthodologie suivante :

- Identification des risques et évaluation de la criticité brute (impact / probabilité de survenance).
- Identification des éléments de maîtrise en place et évaluation de leur efficacité.
- Evaluation nette des risques.

Une révision de la méthodologie d'élaboration et de mise à jour des cartographies des risques opérationnels est en cours.

- Risques importants

Les principaux risques identifiés à ce jour sont les suivants :

- Risque de non-conformité à des obligations réglementaires
- Risque d'inadéquation de l'organisation des processus et procédures
- Risques liés à la sous-traitance

- Atténuation du risque

Le traitement et le suivi des risques opérationnels s'appuient sur :

- Un dispositif de contrôle permanent de premier et second niveau.
- Le suivi des plans d'actions définis en vue de renforcer la maîtrise des risques.
- Un dispositif de collecte et de traitement des incidents.
- Un process de traitement des réclamations.
- Un dispositif de management de la continuité d'activité.
- Une politique de sécurité des systèmes d'informations.

C.6. Autres risques importants

SCP n'identifie pas d'autres risques importants sur l'activité.

C.7. Autres informations

SCP n'identifie pas d'autre information importante à communiquer sur le profil de risque.

D. Valorisation à des fins de solvabilité

Le bilan de Saint Christophe Prévoyance se répartit de la façon suivante, selon les normes sociales et solvabilité 2 :

| Actif en K€ | Local | SII | Ecart de valorisation |
|---|---------|---------|-----------------------|
| Actifs incorporels | 275 | | -275 |
| Impôts différés actifs | | | |
| Immobilisations corporelles pour usage propre | | | |
| Placements | 29 233 | 32 361 | 3 127 |
| <i>dont Obligation d'état</i> | 9 122 | 11 145 | 2 023 |
| <i>Obligation d'entreprise</i> | 17 689 | 17 883 | 193 |
| <i>Fond commun de placement</i> | 2 422 | 3 333 | 911 |
| Réassurance | 75 350 | 84 352 | 9 002 |
| Dépôt auprès des cédantes | 68 247 | 68 247 | |
| Créances nées d'opérations d'assurance | 4 924 | 1 767 | -3 156 |
| Créances nées d'opérations de réassurance | 4 413 | 4 413 | |
| Autres créances (hors assurance) | 185 | 185 | |
| Trésorerie et équivalent trésorerie | 4 181 | 4 181 | |
| Autres actifs | 3 | 3 | |
| | 186 811 | 195 509 | 8 699 |

| Passif en K€ | Local | SII | Ecart de valorisation |
|--|---------|---------|-----------------------|
| Provisions Techniques - Non vie | 48 609 | 52 125 | 3 516 |
| Provisions techniques - Vie (à l'exclusion des UC) | 49 925 | 53 040 | 3 115 |
| Dépôts relatifs aux réassureurs | 66 129 | 66 129 | |
| Impôts différés passifs | | 29 | 29 |
| Dettes nées d'opérations de réassurance | | | |
| Dettes (hors assurance) | 96 | 96 | |
| Autres passifs | 118 | 118 | |
| Passifs Subordonnés | 4 000 | 4 000 | |
| | 168 877 | 175 537 | 6 660 |

| | | | |
|--|---------------|---------------|--------------|
| Excédent de l'actif sur le passif | 17 934 | 19 972 | 2 038 |
|--|---------------|---------------|--------------|

D.1. Actifs

1. Valorisation des actifs incorporels

Les actifs incorporels (frais d'acquisition reportés (DAC en IFRS, logiciels, Goodwill etc...) sont annulés, sauf quand ils peuvent être cédés séparément dans le cadre d'une transaction conclue, dans des conditions de concurrence normales, entre des parties informées et consentantes.

2. Valorisation des actifs corporels

Les immobilisations corporelles, comptabilisées au coût en IFRS, sont revalorisées à la juste valeur dans le bilan S2.

3. Valorisation des actifs de placement de la Société

Les placements sont un agrégat du bilan S2 incluant les investissements en Immobilier (autre que pour usage propre), Actions, Obligations, Fonds d'investissement, Produits dérivés, Dépôts autres que ceux assimilables à de la trésorerie et Autres placements et les Participations (correspondants aux entités n'étant pas des fonds d'investissements).

Le principe général est que tous les actifs doivent être évalués à leur juste valeur dans le bilan économique solvabilité 2.

Pour tous les autres actifs investis, y compris les prêts, qui ne seraient pas enregistrés à la juste valeur en IFRS, un ajustement doit être fait pour les évaluer à la juste valeur. Néanmoins, pour certains prêts, le coût amorti est conservé comme approximation de leur juste-valeur.

4. Valorisation des actifs hors placements

Les autres actifs (et passifs) doivent également être comptabilisés au bilan SII selon leur juste valeur. Cependant, leur valeur IFRS est conservée comme approximation de leur juste-valeur. Les PANE (Primes Acquisées Non Emises) sont reclassées en diminution du BEL (Best Estimate Liabilities).

D.2. Provisions techniques

Le tableau ci-dessus donne une récapitulation des provisions techniques de primes et de sinistres (en k€) à fin décembre 2018.

| LoB S2 | BE BRUT | BE cédé | BE NET | Marge pour risque |
|---------------------------------|----------------|---------------|---------------|-------------------|
| 1 - Frais de soins | 669 | 1 203 | (533) | 93 |
| 2 - Pertes de revenus | 6 444 | 3 443 | 3 001 | 247 |
| 13 - Réass Frais soins | 3 755 | - | 3 755 | 263 |
| 14 - Réass Perte revenus | 40 576 | 39 475 | 1 101 | 77 |
| 33 - Rentes Ass. NV | 3 304 | 1 810 | 1 494 | 130 |
| 35 - Rentes Réass NV | 20 868 | 20 264 | 604 | 42 |
| 32 - Ass. Vie Autres | 7 396 | 3 455 | 3 942 | 306 |
| 36 - Réass Vie | 20 581 | 14 703 | 5 878 | 412 |
| | 103 594 | 84 352 | 19 243 | 1572 |

Une ventilation légèrement différente des provisions techniques en valeur économique est présentée en annexe du rapport et correspond à l'état quantitatif s.02.01.02 des états réglementaires et à l'état s.17.01.02.

1. Description des provisions techniques 2018

Les provisions techniques en vision Solvabilité 2 sont composées du BE des provisions pour sinistres, du BE des provisions de primes et des provisions pour participation aux bénéficiaires. Ces provisions sont évaluées brutes de réassurance dans un premier temps. Le BE cédé est ensuite évalué en appliquant le taux de QP par LoB au BE brut, et en procédant à un ajustement prenant en compte la probabilité de défaut du réassureur.

➤ **BE des provisions pour sinistres**

Le BE correspond à la somme actualisée des estimations 50/50 des flux de règlements futurs en run-off (sinistres en portefeuille à la date du calcul), en considérant les frais de gestion de sinistres, de placements et les frais d'administration jusqu'à extinction des sinistres, auxquels sont déduits les flux de trésorerie entrants futurs. L'estimation des flux repose sur des hypothèses de tables de mortalité, de taux de chute, de lois de passage et de maintien (en incapacité, invalidité) et de taux d'actualisation (courbe des taux EIOPA).

➤ **BE des provisions de primes**

Le BE sur primes doit réglementairement correspondre à la somme actualisée des estimations 50/50 des flux futurs de primes, de sinistres et de frais (de gestion des sinistres, de placements, d'administration et d'acquisition des polices), sur les trois périmètres ci-dessous :

- Périmètre des sinistres à venir sur les contrats en cours, entre la date de calcul et la date de fin de couverture des contrats (périmètre équivalent à celui des PENA – Primes Emises Non Acquises),
- Périmètre des contrats déjà souscrits en date de calcul, mais à prise d'effet futur,
- Périmètre des contrats déjà reconduits à la date de calcul.

Le calcul détaillé du BE est réalisé brut de réassurance. Le BE cédé est estimé en appliquant le programme de réassurance au BE brut y compris frais.

➤ **Marge pour risque**

La marge pour risques correspond à un coût du capital (6%) appliqué à la somme des SCR futurs actualisés le temps que les sinistres soient écoulés, comme si l'ensemble de l'activité d'assurance était transférée à un autre assureur, devant lui-même supporter l'immobilisation de capital face aux risques associés à cette activité.

Les spécifications techniques permettent l'utilisation de méthodes de calculs simplifiées, établissant une hiérarchie de 1 à 5. Il a été choisi d'utiliser la simplification n°3, approximant les SCR futurs par un prorata réalisé sur les Best Estimate futurs. Cette approche est assez bien adaptée pour l'activité essentiellement Santé « non similaire à la Vie » et Vie, de nature court-terme.

2. Incertitude autour des provisions techniques

Les provisions techniques évaluées selon les normes Solvabilité 2 contiennent intrinsèquement une incertitude d'estimation, dans la mesure où elles sont estimées à un niveau de quantile 50/50, c'est-à-dire que les flux futurs réels auront une chance sur deux d'être supérieurs (respectivement inférieurs) à l'estimation réalisée.

D.3 Autres passifs

1. Passifs éventuels

Un passif éventuel est :

- une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou la non-survenance d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise ;
ou
- une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée :
 - o soit parce qu'il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques est nécessaire pour éteindre l'obligation ;
 - o soit parce que le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Les passifs éventuels sont comptabilisés en tant que passifs du bilan S2 dès lors qu'ils sont importants, tandis qu'en IFRS, une information est donnée en annexe.

Les passifs éventuels sont importants lorsque les informations relatives à leur taille ou à leur nature actuelle ou potentielle sont susceptibles d'influer sur la prise de décision ou le jugement des destinataires de ces informations, y compris les autorités de contrôle.

La valeur des passifs éventuels est égale à la valeur actuelle attendue des flux de trésorerie futurs nécessaires pour régler le passif éventuel sur sa durée de vie, déterminés à partir de la courbe des taux sans risque de base.

2. Provisions pour risques et charges

Engagements sociaux :

Les obligations liées à des avantages sociaux des employés sont reconnues selon les normes IFRS.

Provisions pour risques et charges (hors engagements sociaux) :

La norme IAS 37 du référentiel IFRS, est conforme avec les principes S2. Il n'y a pas de divergence normes françaises / IFRS sur les autres provisions.

3. Impôts différés

Les principes utilisés pour le bilan S2 sont conformes aux IFRS (IAS12), en application de l'article 15 des actes délégués. Génère la constatation d'un impôt différé, sous réserve de recouvrabilité, tout élément du bilan qui fait l'objet d'une valorisation différente des éléments pris en compte dans la détermination du résultat fiscal (exemples : actif en valeur de marché, meilleure estimation des engagements,...).

Il est constaté un impôt différé passif (IDP) si l'imposition est différée, un impôt différé actif (IDA) si l'imposition a été anticipée.

Les retraitements d'impôts différés comptabilisés en complément de ceux reconnus en IFRS sont générés par les retraitements des éléments du bilan IFRS pour leur valorisation dans le bilan S2.

Le montant de ces impôts différés dépend du taux d'imposition attendu sur les éléments sous-jacents, et en cas d'IDA, de leur recouvrabilité.

4. Dettes financières

Les dettes subordonnées sont reconnues en fond propres dans l'environnement Solvabilité 2 (en Tiers 1 ou Tiers 2 selon leurs caractéristiques).

En revanche, les dettes seniors restent classées en dettes mais doivent être réestimées à leur juste valeur hors variation de risque de crédit propre.

D.4. Méthodes de valorisation alternatives

SCP ne dispose d'aucune méthode de valorisation alternative autre que celles mentionnées précédemment.

D.5. Autres informations

SCP n'identifie pas d'autre information importante à communiquer sur la valorisation à des fins de solvabilité.

E. Gestion du capital

E.1. Fonds propres

Les ratios de couverture du SCR et du MCR sur les années 2017/2018 sont les suivants :

| Ratio de couverture | 2017 | 2018 |
|---------------------|------|------|
| SCR | 183% | 271% |
| MCR | 362% | 387% |

Le ratio de couverture du SCR est en hausse sur l'exercice, dû en partie à une augmentation de montant des capitaux propres (+1,55M€, soit +7%) mais surtout à une baisse significative du SCR (-28%) dont les variations sont détaillées et commentées dans le E.2. de cette partie.

1.1. E.1. Fonds propres

1) Informations sur les clauses et conditions attachées aux fonds propres

Les fonds propres au sens de Solvabilité II sont une différence entre l'Actif et le Passif tous deux évalués selon les normes Solvabilité II. Ils prennent notamment en compte les plus-values latentes sur les placements, les écarts de valorisation des autres actifs (immobilisations incorporelles) et des passifs (best estimate), et les impôts différés.

Ils sont composés en règle générale :

- des fonds d'établissement rattachés à la catégorie des tiers 1,
- des fonds excédentaires rattachés à la catégorie des tiers 1,
- des passifs subordonnés, rattachés pour SCP à la catégorie des tiers 2
- des impôts différés actifs nets rattachés à la catégorie des tiers 3,
- et de la réserve de réconciliation rattachée à la catégorie des tiers 1 et ventilée en :
 - o Fonds propres éligibles à la couverture des engagements
 - o Fonds propres non éligibles à la couverture des engagements.

Les différences de fonds propres tels que présentés dans les états financiers et les états prudentiels sont présentés dans le tableau qui suit :

| En K€ | 2017 | 2018 | Evolution |
|--|---------------|---------------|--------------|
| Capitaux propres Solvabilité 1 | 17 353 | 17 934 | 581 |
| Passif subordonnés | 4 000 | 4 000 | 0 |
| Frais d'acquisition reportés | 0 | 0 | 0 |
| Actifs incorporels | -198 | -275 | -76 |
| Plus ou moins-values | 3 809 | 3 127 | -681 |
| Ajustement des provisions de réassurance | 1 883 | 9 002 | 7 119 |
| Ajustement des provisions techniques (BEL) | -3 199 | -9 918 | -6 720 |
| Marge de Risque | -1 430 | -1 572 | -141 |
| Provision pour égalisation | 200 | 1 702 | 1 503 |
| Autres reclassements | 0 | 0 | 0 |
| Capitaux propres Solvabilité 2 avant IS | 22 418 | 24 001 | 1 584 |
| Impôts différés actif – Impôt différé passif | 5 | -29 | -34 |
| Capitaux propres Solvabilité 2 après IS | 22 423 | 23 972 | 1 549 |

Les fonds propres de SCP sont classés selon les normes Solvabilité 2, en tiers 1, 2 et 3, comme suit :

| En K€ | Classe | 2017 | 2018 | Evolution |
|--|---------|---------------|---------------|--------------|
| Capital social | Tiers 1 | 14 323 | 14 323 | 0 |
| Autres réserves | Tiers 1 | 1 081 | 1 092 | 11 |
| Report à nouveau | Tiers 1 | 1 553 | 1 950 | 397 |
| Résultat de l'exercice | Tiers 1 | 397 | 570 | 173 |
| Capitaux propres Solvabilité 1 | | 17 353 | 17 934 | 581 |
| Passif subordonnés | Tiers 2 | 4 000 | 4 000 | 0 |
| Excédent d'actif sur le Passif brut d'IS | Tiers 1 | 1 065 | 2 068 | 1 003 |
| Capitaux propres Solvabilité 2 avant IS | | 22 418 | 24 001 | 1 584 |
| Impôts différés nets si au passif | Tiers 1 | | -29 | -29 |
| Impôts différés nets si à l'actif | Tiers 3 | 5 | | -5 |
| Capitaux propres Solvabilité 2 après IS | | 22 423 | 23 972 | 1 549 |

2) Information sur les plans de capital

SCP n'a pas prévu de plan de capital.

E.2. Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis

1. Capital de solvabilité requis

L'ensemble des calculs engendre un SCR de 8 838 K€.

Une ventilation du capital de solvabilité requis est présentée en annexe du rapport et correspond à l'état quantitatif s.25.01.21 des états règlementaires.

Le besoin en capital (SCR) évalué en application de la formule standard est le suivant :

| En K€ | ANNÉE 2017 | ANNEE 2018 |
|--|---------------|--------------|
| Taux d'intérêt | 982 | 522 |
| Actions | 1 169 | 837 |
| Immobilier | | 0 |
| Spread | 1 050 | 1 786 |
| Concentration | | 0 |
| Change | 23 | 41 |
| Diversification Market Risk | -919 | -642 |
| Risques de marché | 2 304 | 2 543 |
| Risque de défaut | 5 661 | 2 923 |
| Mortalité | 711 | 758 |
| Longévité | 5 | 3 |
| Rachat | 20 | 30 |
| Frais | 2 | 11 |
| Révision | 156 | 89 |
| Catastrophe | 1 272 | 746 |
| Risques Vie | 1 617 | 1 202 |
| Risques de souscription santé SLT | 121 | 123 |
| Risques de souscription santé NSLT | 4 381 | 4 004 |
| Risque Catastrophe | 1 449 | 894 |
| Risques Santé | 5 010 | 4 380 |
| Risques Non-Vie | 0 | 0 |
| BSCR | 10 101 | 7 566 |
| Ajustement impôts différés | | -29 |
| Absorption par les PT | | -542 |
| Risque opérationnel | 2 176 | 1 843 |
| SCR Total pre-tax, pre-absorption | 12 277 | 9 409 |
| SCR Total pre-tax, post-absorption | | 8 867 |
| SCR Total post-tax, post-absorption | 12 277 | 8 838 |

Commentaires sur l'évolution du SCR Total pre-tax, pre-absorption :

- Taux d'intérêt : Baisse du SCR sur les actifs & passifs financiers, avec la prise en compte désormais de la dette financière de 4M€, de longue durée,
- Action : Baisse en raison d'un effet volume (allègement de la poche actions suite à l'étude ALM) combiné à une baisse du choc via le symmetric adjustment,
- Spread : Le SCR spread augmente fortement de 70%, du fait de la hausse de l'assiette liée à l'investissement significatif en obligations privées réalisé en début d'année (7M€), suite à la réception des 4M€ d'emprunt subordonné,
- Immobilier : Il n'y a plus d'investissement immobilier depuis 2016. Le SCR Immobilier est donc nul,

- Change : Le SCR net de couverture est en augmentation, en raison d'une moins bonne couverture sur l'USD que l'an dernier sur les investissements étrangers détenus via des fonds d'investissement,
- Contrepartie : baisse du Type 1 suite à la baisse des provisions techniques entraînant une baisse des cessions en réassurance et une forte diminution du Type 2 allant de pair avec une réduction des créances de plus de 3 mois,
- Vie > Mortalité : Hausse des assiettes dues à la séparation en prévoyance en affaires directes des garanties Rentes d'Education et de Conjoint du maintien de la garantie décès, qui est choqué en Mortalité,
- Vie > Longévité : Baisse des assiettes dues à la séparation en prévoyance en affaires directes des garanties Rentes d'Education et de Conjoint du maintien de la garantie décès, qui n'est pas choqué en Longévité mais en Mortalité,
- Vie > Frais : Augmentation de l'assiette de frais de placement,
- Vie > Catastrophe : Effet de l'inclusion des Frais de Scolarité dans l'assiette du plan de réassurance en XS.
- Souscription Santé NSLT : Hausse des volumes de primes, largement compensée par une baisse des provisions techniques, particulièrement en prévoyance.
- Santé > CAT : Baisse en raison de l'extension du traité de réassurance en XS à la garantie incapacité.

Approximations utilisées pour les calculs par module de risque :

- SCR Catastrophe en Vie : des proxys pour le nombre d'assurés sont utilisés sur le périmètre de la rente éducation à partir du nombre d'assurés.
- SCR Catastrophe en Santé : des proxys sur l'âge moyen et le nombre d'assurés sont utilisés sur le périmètre des acceptations à partir du périmètre des affaires directes.
- SCR longévité Vie et Santé SLT : application du choc sur l'assiette représentée par un assuré représentant en moyenne le portefeuille.

2. Minimum de Capital Requis

Le Minimum de Capital Requis (MCR) correspond au montant minimum de fonds propres constituant le seuil déclencheur de l'intervention prudentielle la plus drastique, dès qu'il est franchi à la baisse. Ce capital est compris dans une fourchette de 25% et 45% du montant de SCR évalué précédemment, ou égal au plancher réglementaire.

En pratique les niveaux de MCR calculé linéairement et les fourchettes de 25% et 45% sont inférieures au plancher réglementaire. Ainsi le MCR de la Société au 31/12/2018 est égal au plancher réglementaire de 6200 K€. Le MCR était le même au 31/12/2017.

Une ventilation différente des capitaux de solvabilité requis est présentée en annexe du rapport et correspond à l'état quantitatif s.28.01.01 des états réglementaires.

E.3. Utilisation du sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée dans le calcul du capital de solvabilité requis

Pour l'évaluation du risque sur actions, Saint-Christophe Prévoyance n'utilise pas de méthodologie fondée sur la durée dans le calcul du capital de solvabilité requis.

E.4. Différences entre la formule standard et tout le modèle interne utilisé

Saint-Christophe Prévoyance n'est pas concernée par l'étude des différences entre la formule standard et le modèle interne car elle n'a recours qu'à la formule standard.

E.5. Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité requis

Saint-Christophe Prévoyance n'est pas concernée par le cas de non-respect du SCR et du MCR car son ratio de couverture est de 271 % du SCR et 387% du MCR.

E.6. Autres informations

SCP n'identifie pas d'autre information importante à communiquer sur la valorisation à des fins de solvabilité.

Annexes

1. Etat de bilan : S.01.02

| | En K€ | Valeur Solvabilité II |
|---|--------------|-----------------------|
| Actifs | | C0010 |
| Immobilisations incorporelles | R0030 | - |
| Actifs d'impôts différés | R0040 | - |
| Excédent du régime de retraite | R0050 | - |
| Immobilisations corporelles détenues pour usage propre | R0060 | - |
| Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés) | R0070 | 32 361 |
| Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre) | R0080 | - |
| Détenions dans des entreprises liées, y compris participations | R0090 | - |
| Actions | R0100 | - |
| Actions – cotées | R0110 | - |
| Actions – non cotées | R0120 | - |
| Obligations | R0130 | 29 028 |
| Obligations d'État | R0140 | 11 145 |
| Obligations d'entreprise | R0150 | 17 883 |
| Titres structurés | R0160 | - |
| Titres garantis | R0170 | - |
| Organismes de placement collectif | R0180 | 3 333 |
| Produits dérivés | R0190 | - |
| Dépôts autres que les équivalents de trésorerie | R0200 | - |
| Autres investissements | R0210 | - |
| Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés | R0220 | - |
| Prêts et prêts hypothécaires | R0230 | - |
| Avances sur police | R0240 | - |
| Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers | R0250 | - |
| Autres prêts et prêts hypothécaires | R0260 | - |
| Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance | R0270 | 84 352 |
| Non-vie et santé similaire à la non-vie | R0280 | 44 121 |
| Non-vie hors santé | R0290 | - |
| Santé similaire à la non-vie | R0300 | 44 121 |
| Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés | R0310 | 40 232 |
| Santé similaire à la vie | R0320 | 22 074 |
| Vie hors santé, UC et indexés | R0330 | 18 157 |
| Vie UC et indexés | R0340 | - |
| Dépôts auprès des cédantes | R0350 | 68 247 |
| Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires | R0360 | 1 767 |
| Créances nées d'opérations de réassurance | R0370 | 4 413 |
| Autres créances (hors assurance) | R0380 | 185 |
| Actions propres auto-détenues (directement) | R0390 | - |
| Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s) | R0400 | - |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | R0410 | 4 181 |
| Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus | R0420 | 3 |
| Total de l'actif | R0500 | 195 509 |

| | En K€ | Valeur Solvabilité II |
|--|--------------|--------------------------|
| Passifs | | C0010 |
| Provisions techniques non-vie | R0510 | 52 125 |
| Provisions techniques non-vie (hors santé) | R0520 | - |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0530 | - |
| Meilleure estimation | R0540 | - |
| Marge de risque | R0550 | - |
| Provisions techniques santé (similaire à la non-vie) | R0560 | 52 125 |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0570 | - |
| Meilleure estimation | R0580 | 51 444 |
| Marge de risque | R0590 | 680 |
| Provisions techniques vie (hors UC et indexés) | R0600 | 53 040 |
| Provisions techniques santé (similaire à la vie) | R0610 | 24 344 |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0620 | - |
| Meilleure estimation | R0630 | 24 172 |
| Marge de risque | R0640 | 173 |
| Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés) | R0650 | 28 696 |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0660 | - |
| Meilleure estimation | R0670 | 27 977 |
| Marge de risque | R0680 | 719 |
| Provisions techniques UC et indexés | R0690 | - |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0700 | - |
| Meilleure estimation | R0710 | - |
| Marge de risque | R0720 | - |
| Passifs éventuels | R0740 | - |
| Provisions autres que les provisions techniques | R0750 | - |
| Provisions pour retraite | R0760 | - |
| Dépôts des réassureurs | R0770 | 66 129 |
| Passifs d'impôts différés | R0780 | 29 |
| Produits dérivés | R0790 | - |
| Dettes envers des établissements de crédit | R0800 | 0 |
| Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit | R0810 | - |
| Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires | R0820 | - |
| Dettes nées d'opérations de réassurance | R0830 | - |
| Autres dettes (hors assurance) | R0840 | 96 |
| Passifs subordonnés | R0850 | 4 118 |
| Hors fonds propres | R0860 | 118 |
| Dans fonds propres | R0870 | 4 000 |
| Passifs d'impôts différés | R0880 | - |
| Total du passif | R0900 | 175 537 |
| Excédent d'actif sur passif | R1000 | 19 972 |

| En K€ | | Ligne d'activité pour: engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée) | | | Ligne d'activité pour: réassurance non proportionnelle acceptée | | | | Total |
|---|---|--|------------|-----------------------------|---|-----------|---------------------------------|-------|--------|
| | | Protection juridique | Assistance | Pertes pécuniaires diverses | Santé | Accidents | Maritime, aérienne et transport | Biens | |
| | | C0100 | C0110 | C0120 | C0130 | C0140 | C0150 | C0160 | |
| Primes émises | | | | | | | | | |
| | Brut – assurance directe | R0110 | - | - | - | - | - | - | 9 701 |
| | Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | R0120 | - | - | - | - | - | - | 15 879 |
| | Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | R0130 | | | | - | - | - | - |
| | Part des réassureurs | R0140 | - | - | - | - | - | - | 12 037 |
| | Net | R0200 | - | - | - | - | - | - | 13 543 |
| Primes acquises | | | | | | | | | |
| | Brut – assurance directe | R0210 | - | - | - | - | - | - | 9 701 |
| | Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | R0220 | - | - | - | - | - | - | 15 879 |
| | Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | R0230 | | | | - | - | - | - |
| | Part des réassureurs | R0240 | - | - | - | - | - | - | 12 037 |
| | Net | R0300 | - | - | - | - | - | - | 13 543 |
| Charge des sinistres | | | | | | | | | |
| | Brut – assurance directe | R0310 | - | - | - | - | - | - | 6 249 |
| | Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | R0320 | - | - | - | - | - | - | 18 770 |
| | Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | R0330 | | | | - | - | - | - |
| | Part des réassureurs | R0340 | - | - | - | - | - | - | 15 302 |
| | Net | R0400 | - | - | - | - | - | - | 9 716 |
| Variation des autres provisions techniques | | | | | | | | | |
| | Brut – assurance directe | R0410 | - | - | - | - | - | - | 548 |
| | Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | R0420 | - | - | - | - | - | - | - |
| | Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | R0430 | | | | - | - | - | - |
| | Part des réassureurs | R0440 | - | - | - | - | - | - | - |
| | Net | R0500 | - | - | - | - | - | - | 548 |
| | Dépenses engagées | R0550 | - | - | - | - | - | - | 2 574 |
| | Autres dépenses | R1200 | | | | | | | - |
| | Total des dépenses | R1300 | | | | | | | 2 574 |

| | | Ligne d'activité pour: engagements d'assurance vie | | | | | Engagements de réassurance vie | | Total | |
|---|--------------|--|--|--|-----------------------|--|---|---------------------|--------|-----------------|
| | | Assurance maladie | Assurance avec participation aux bénéfices | Assurance indexée et en unités de compte | Autres assurances vie | Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé | Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé | Réassurance maladie | | Réassurance vie |
| En K€ | | C0210 | C0220 | C0230 | C0240 | C0250 | C0260 | C0270 | C0280 | C0300 |
| Primes émises | | | | | | | | | | |
| Brut | R1410 | - | - | - | 3 484 | 1 495 | - | 3 713 | 6 590 | 15 283 |
| Part des réassureurs | R1420 | - | - | - | 1 264 | 845 | - | 3 713 | 4 938 | 10 760 |
| Net | R1500 | - | - | - | 2 220 | 650 | - | 0 | 1 653 | 4 523 |
| Primes acquises | | | | | | | | | | |
| Brut | R1510 | - | - | - | 3 484 | 1 495 | - | 3 713 | 6 590 | 15 283 |
| Part des réassureurs | R1520 | - | - | - | 1 264 | 845 | - | 3 713 | 4 938 | 10 760 |
| Net | R1600 | - | - | - | 2 220 | 650 | - | 0 | 1 653 | 4 523 |
| Charge des sinistres | | | | | | | | | | |
| Brut | R1610 | - | - | - | 1 460 | 825 | - | 4 362 | 13 883 | 20 530 |
| Part des réassureurs | R1620 | - | - | - | 524 | -28 | - | 4 516 | 9 966 | 14 979 |
| Net | R1700 | - | - | - | 936 | 853 | - | -155 | 3 917 | 5 551 |
| Variation des autres provisions techniques | | | | | | | | | | |
| Brut | R1710 | - | - | - | 736 | 393 | - | - | -817 | 313 |
| Part des réassureurs | R1720 | - | - | - | -75 | - | - | - | - | -75 |
| Net | R1800 | - | - | - | 811 | 393 | - | - | -817 | 388 |
| Dépenses engagées | R1900 | - | - | - | 664 | 113 | - | -376 | 37 | 438 |
| Autres dépenses | R2500 | | | | | | | | | - |
| Total des dépenses | R2600 | | | | | | | | | 438 |

2.2. Etat des provisions techniques vie et santé SLT : S.12.01

En K€

| | | Assurance avec participation aux bénéfices | Assurance indexée et en unités de compte | | Autres assurances vie | | | Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé | Réassurance acceptée | Total (vie hors santé, y compris UC) | |
|---|--------------|--|--|------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|-------|---|----------------------|--------------------------------------|--------|
| | | | Contrats sans options ni garanties | Contrats avec options ou garanties | Contrats sans options ni garanties | Contrats sans options ni garanties | | | | | |
| | | C0020 | C0030 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 | C0090 | C0100 | C0150 |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0010 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout | R0020 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque | | | | | | | | | | | |
| Meilleure estimation | | | | | | | | | | | |
| Meilleure estimation brute | R0030 | - | - | - | - | - | 7 397 | - | - | 20 581 | 27 977 |
| Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie | R0080 | - | - | - | - | - | 3 455 | - | - | 14 704 | 18 159 |
| Meilleure estimation nette des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite – total | R0090 | - | - | - | - | - | 3 942 | - | - | 5 878 | 9 820 |
| Marge de risque | R0100 | - | - | - | - | 306 | - | - | - | 412 | 719 |
| Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques | | | | | | | | | | | |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0110 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Meilleure estimation | R0120 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Marge de risque | R0130 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Provisions techniques – Total | R0200 | - | - | - | - | 7 703 | - | - | - | 20 993 | 28 696 |

| | | Assurance santé (assurance directe) | | | Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé | Réassurance santé (réassurance acceptée) | Total (santé similaire à la vie) |
|---|--------------|-------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|--|--|----------------------------------|
| | | C0160 | Contrats sans options ni garanties | Contrats avec options ou garanties | | | |
| | | | C0170 | C0180 | | | |
| En K€ | | C0160 | C0170 | C0180 | C0190 | C0200 | C0210 |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0010 | - | - | - | - | - | - |
| Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout | R0020 | - | - | - | - | - | - |
| Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque | | - | - | - | - | - | - |
| Meilleure estimation | | - | - | - | - | - | - |
| Meilleure estimation brute | R0030 | - | - | - | 3 304 | 20 868 | 24 172 |
| Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie | R0080 | - | - | - | 1 810 | 20 266 | 22 076 |
| Meilleure estimation nette des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite – total | R0090 | - | - | - | 1 494 | 604 | 2 098 |
| Marge de risque | R0100 | - | - | - | 130 | 42 | 173 |
| Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques | | - | - | - | - | - | - |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0110 | - | - | - | - | - | - |
| Meilleure estimation | R0120 | - | - | - | - | - | - |
| Marge de risque | R0130 | - | - | - | - | - | - |
| Provisions techniques – Total | R0200 | - | - | - | 3 434 | 20 911 | 24 344 |

2.3. Etat des provisions techniques non-vie : S.17.01

| | | Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée | | | | | | | | |
|---|--------------|---|----------------------|--------------------------------|----------------------------------|--|---------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|-------------------------|
| | | Frais médicaux | Protection du revenu | Indemnisation des travailleurs | Responsabilité civile automobile | Autre assurance des véhicules à moteur | Maritime, aérienne et transport | Incendie et autres dommages aux biens | Responsabilité civile générale | Crédit et cautionnement |
| | | C0020 | C0030 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 | C0090 | C0100 |
| En K€ | | | | | | | | | | |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0010 | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout | R0050 | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque | | | | | | | | | | |
| Meilleure estimation | | | | | | | | | | |
| Provisions pour primes | | | | | | | | | | |
| Brut | R0060 | -854 | 4 279 | - | - | - | - | - | - | - |
| Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie | R0140 | 433 | 4 600 | - | - | - | - | - | - | - |
| Meilleure estimation nette des provisions pour primes | R0150 | -1 287 | -321 | - | - | - | - | - | - | - |
| Provisions pour sinistres | | | | | | | | | | |
| Brut | R0160 | 5 278 | 42 741 | - | - | - | - | - | - | - |
| Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie | R0240 | 770 | 38 318 | - | - | - | - | - | - | - |
| Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres | R0250 | 4 509 | 4 423 | - | - | - | - | - | - | - |
| Total meilleure estimation – brut | R0260 | 4 424 | 47 020 | - | - | - | - | - | - | - |
| Total meilleure estimation – net | R0270 | 3 222 | 4 102 | - | - | - | - | - | - | - |
| Marge de risque | R0280 | 356 | 324 | - | - | - | - | - | - | - |
| Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques | | | | | | | | | | |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0290 | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Meilleure estimation | R0300 | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Marge de risque | R0310 | - | - | - | - | - | - | - | - | - |

| | | Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée | | | | | | | | |
|--|--------------|---|----------------------|--------------------------------|----------------------------------|--|---------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|-------------------------|
| | | Frais médicaux | Protection du revenu | Indemnisation des travailleurs | Responsabilité civile automobile | Autre assurance des véhicules à moteur | Maritime, aérienne et transport | Incendie et autres dommages aux biens | Responsabilité civile générale | Crédit et cautionnement |
| | | C0020 | C0030 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 | C0090 | C0100 |
| En K€ | | | | | | | | | | |
| Provisions techniques – Total | | | | | | | | | | |
| Provisions techniques – Total | R0320 | 4 781 | 47 344 | - | - | - | - | - | - | - |
| Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie – total | R0330 | 1 203 | 42 918 | - | - | - | - | - | - | - |
| Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite | R0340 | 3 578 | 4 426 | - | - | - | - | - | - | - |

| | | Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée | | | Réassurance non proportionnelle acceptée | | | | Total engagements en non-vie |
|---|--------------|---|------------|-----------------------------|--|---------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|------------------------------|
| | | Assurance de protection juridique | Assistance | Pertes pécuniaires diverses | Réassurance santé non proportionnelle | Réassurance santé non proportionnelle | Réassurance santé non proportionnelle | Réassurance santé non proportionnelle | |
| | | C0110 | C0120 | C0130 | C0140 | C0150 | C0160 | C0170 | |
| En K€ | | | | | | | | | |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0010 | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout | R0050 | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque | | | | | | | | | |
| Meilleure estimation | | | | | | | | | |
| Provisions pour primes | | | | | | | | | |
| Brut | R0060 | - | - | - | - | - | - | - | 3 425 |
| Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie | R0140 | - | - | - | - | - | - | - | 5 033 |
| Meilleure estimation nette des provisions pour primes | R0150 | - | - | - | - | - | - | - | -1 608 |
| Provisions pour sinistres | | | | | | | | | |
| Brut | R0160 | - | - | - | - | - | - | - | 48 020 |
| Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie | R0240 | - | - | - | - | - | - | - | 39 088 |
| Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres | R0250 | - | - | - | - | - | - | - | 8 932 |
| Total meilleure estimation – brut | R0260 | - | - | - | - | - | - | - | 51 444 |
| Total meilleure estimation – net | R0270 | - | - | - | - | - | - | - | 7 324 |
| Marge de risque | R0280 | - | - | - | - | - | - | - | 680 |
| Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques | | | | | | | | | |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0290 | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Meilleure estimation | R0300 | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Marge de risque | R0310 | - | - | - | - | - | - | - | - |

En K€

| | | Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée | | | Réassurance non proportionnelle acceptée | | | | Total engagements en non-vie |
|--|--------------|---|------------|-----------------------------|--|---------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|------------------------------|
| | | Assurance de protection juridique | Assistance | Pertes pécuniaires diverses | Réassurance santé non proportionnelle | Réassurance santé non proportionnelle | Réassurance santé non proportionnelle | Réassurance santé non proportionnelle | |
| | | C0110 | C0120 | C0130 | C0140 | C0150 | C0160 | C0170 | |
| Provisions techniques – Total | | | | | | | | | |
| Provisions techniques – Total | R0320 | - | - | - | - | - | - | - | 52 125 |
| Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie – total | R0330 | - | - | - | - | - | - | - | 44 121 |
| Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite | R0340 | - | - | - | - | - | - | - | 8 004 |

2.4. Etat des sinistres non-vie : S.19.01

| | | |
|---|--------------|------|
| Année d'accident / année de souscription | Z0010 | 2017 |
|---|--------------|------|

Sinistres payés bruts (non cumulés)

(valeur absolue)

| Année | | Année de développement | | | | | | | | | | 10 & + | Pour l'année en cours | Somme des années (cumulés) |
|--------------|--------------|------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|--------------------------|----------------------------------|
| | | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | | | |
| En K€ | | C0010 | C0020 | C0030 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 | C0090 | C0100 | C0110 | C0170 | C0180 |
| Précédentes | R0100 | | | | | | | | | | | - | | 603 |
| N-9 | R0160 | 875 | 417 | 7 | 19 | 1 | 2 | 773 | 1 368 | - | - | | | 3 463 |
| N-8 | R0170 | 1 506 | 571 | 98 | 38 | 2 | 932 | 673 | 1 535 | 2 | | | | 5 358 |
| N-7 | R0180 | 1 666 | 701 | 151 | 21 | 1 048 | 1 081 | 848 | 1 336 | | | | | 6 853 |
| N-6 | R0190 | 2 751 | 1 252 | 109 | 1 183 | 901 | 1 038 | 1 829 | | | | | | 9 062 |
| N-5 | R0200 | 3 207 | 1 011 | 1 979 | 1 058 | 900 | 1 591 | | | | | | | 9 747 |
| N-4 | R0210 | 3 743 | 2 206 | 2 005 | 1 137 | 1 774 | | | | | | | | 10 866 |
| N-3 | R0220 | 4 322 | 2 833 | 2 493 | 1 957 | | | | | | | | | 11 605 |
| N-2 | R0230 | 4 903 | 7 502 | 3 803 | | | | | | | | | | 16 208 |
| N-1 | R0240 | 7 036 | 8 547 | | | | | | | | | | | 15 582 |
| N | R0250 | 9 322 | | | | | | | | | | | | 9 322 |
| Total | R0260 | | | | | | | | | | | | 30 161 | 98 667 |

Meilleure estimation provisions pour sinistres brutes non actualisées

(valeur absolue)

| En K€ | Année | Année de développement | | | | | | | | | | Fin d'année (données actualisées) | |
|--------------|--------------|------------------------|--------|--------|-------|-------|-------|--------|-------|-------|-------|---|---------------|
| | | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | | 10 & + |
| | | C0200 | C0210 | C0220 | C0230 | C0240 | C0250 | C0260 | C0270 | C0280 | C0290 | C0300 | |
| Précédentes | R0100 | | | | | | | | | | | | - |
| N-9 | R0160 | - | - | - | - | - | - | - | 1 | - | - | | - |
| N-8 | R0170 | - | - | - | - | - | - | 7 193 | 18 | 21 | | | 21 |
| N-7 | R0180 | - | - | - | - | - | 3 288 | 11 562 | 4 | | | | 4 |
| N-6 | R0190 | - | - | - | - | 4 623 | 4 285 | 84 | | | | | 85 |
| N-5 | R0200 | - | - | - | 5 676 | 5 079 | 8 727 | | | | | | 8 856 |
| N-4 | R0210 | - | - | 6 464 | 6 276 | 2 954 | | | | | | | 2 999 |
| N-3 | R0220 | - | 10 348 | 10 252 | 4 123 | | | | | | | | 4 173 |
| N-2 | R0230 | 15 425 | 14 855 | 5 782 | | | | | | | | | 5 830 |
| N-1 | R0240 | 13 616 | 9 047 | | | | | | | | | | 9 106 |
| N | R0250 | 16 867 | | | | | | | | | | | 16 946 |
| Total | R0260 | | | | | | | | | | | | 48 020 |

2.5. Etat des Fonds Propres : S.23.01

| En K€ | | Total | Niveau 1 – non restreint | Niveau 1 – restreint | Niveau 2 | Niveau 3 |
|--|--------------|---------------|--------------------------|----------------------|--------------|-------------|
| | | C0010 | C0020 | C0030 | C0040 | C0050 |
| Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué 2015/35 | | | | | | |
| Capital en actions ordinaires (brut des actions propres) | R0010 | 14 323 | 14 323 | | - | |
| Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires | R0030 | - | - | | - | |
| Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel | R0040 | - | - | | - | |
| Comptes mutualistes subordonnés | R0050 | - | | - | - | - |
| Fonds excédentaires | R0070 | - | - | | | |
| Actions de préférence | R0090 | - | | - | - | - |
| Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence | R0110 | - | | - | - | - |
| Réserve de réconciliation | R0130 | 5 679 | 5 679 | | | |
| Passifs subordonnés | R0140 | 4 000 | | - | 4 000 | - |
| Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets | R0160 | - 29 | | | | - 29 |
| Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra | R0180 | - | | | | |
| Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II | | | | | | |
| Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II | R0220 | - | | | | |
| Déductions | | | | | | |
| Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers | R0230 | - | - | - | - | - |
| Total fonds propres de base après déductions | R0290 | 23 972 | 20 001 | - | 4 000 | - 29 |
| Fonds propres auxiliaires | | | | | | |
| Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, callable sur demande | R0300 | - | | | | |
| Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel | R0310 | - | | | - | |
| Actions de préférence non libérées et non appelées, callable sur demande | R0320 | - | | | - | - |
| Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande | R0330 | - | | | - | - |
| Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE | R0340 | - | | | - | |
| Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE | R0350 | - | | | - | - |
| Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE | R0360 | - | | | - | |

| En K€ | | Total | Niveau 1 – non restreint | Niveau 1 – restreint | Niveau 2 | Niveau 3 |
|---|--------------|--------|--------------------------|----------------------|----------|----------|
| | | C0010 | C0020 | C0030 | C0040 | C0050 |
| Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE | R0370 | - | | | - | - |
| Autres fonds propres auxiliaires | R0390 | - | | | - | - |
| Total fonds propres auxiliaires | R0400 | - | | | - | - |
| Fonds propres éligibles et disponibles | | | | | | |
| Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis | R0500 | 23 972 | 20 001 | - | 4 000 | -29 |
| Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis | R0510 | 24 001 | 20 001 | - | 4 000 | |
| Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis | R0540 | 23 972 | 20 001 | - | 4 000 | -29 |
| Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis | R0550 | 21 241 | 20 001 | - | 1 240 | |
| Capital de solvabilité requis | R0580 | 8 838 | | | | |
| Minimum de capital requis | R0600 | 6 200 | | | | |
| Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis | R0620 | 271% | | | | |
| Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis | R0640 | 343% | | | | |

| | | C0060 |
|--|--------------|--------|
| Réserve de réconciliation | | |
| Excédent d'actif sur passif | R0700 | 19 972 |
| Actions propres (détenues directement et indirectement) | R0710 | - |
| Dividendes, distributions et charges prévisibles | R0720 | - |
| Autres éléments de fonds propres de base | R0730 | 14 293 |
| Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés | R0740 | - |
| Réserve de réconciliation | R0760 | 5 679 |
| Bénéfices attendus | | |
| Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités vie | R0770 | - |
| Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités non-vie | R0780 | - |
| Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) | R0790 | - |

2.6. Etat du Capital de solvabilité requis – pour les entreprises qui utilisent la formule standard : S.25.01

| En K€ | | Capital de solvabilité requis brut | USP | Simplifications |
|---|--------------|------------------------------------|-------|-----------------|
| | | C0110 | C0090 | C0100 |
| Risque de marché | R0010 | 2 543 | | - |
| Risque de défaut de la contrepartie | R0020 | 2 923 | | |
| Risque de souscription en vie | R0030 | 1 202 | | |
| Risque de souscription en santé | R0040 | 4 380 | | - |
| Risque de souscription en non-vie | R0050 | - | | - |
| Diversification | R0060 | -3 482 | | |
| Risque lié aux immobilisations incorporelles | R0070 | - | | |
| Capital de solvabilité requis de base | R0100 | 7 566 | | |
| Calcul du capital de solvabilité requis | | | | C0100 |
| Risque opérationnel | R0130 | | | 1 843 |
| Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques | R0140 | | | -542 |
| Capacité d'absorption de pertes des impôts différés | R0150 | | | -29 |
| Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE | R0160 | | | - |
| Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire | R0200 | | | 8 838 |
| Exigences de capital supplémentaire déjà définies | R0210 | | | - |
| Capital de solvabilité requis | R0220 | | | 8 838 |
| Autres informations sur le SCR | | | | |
| Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée | R0400 | | | |
| Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante | R0410 | | | |
| Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés | R0420 | | | |
| Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur | R0430 | | | |
| Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304 | R0440 | | | |

2.7. Minimum de capital requis (MCR) – Activité d'assurance ou de réassurance vie uniquement ou activité d'assurance ou de réassurance non-vie uniquement : S.28.01

| | | Activités en non-vie | Activités en vie |
|--|--------------|----------------------|---------------------|
| | | Résultat MCR(NL,NL) | Résultat MCR(NL,NL) |
| | | C0010 | C0020 |
| En K€ | | | |
| Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance non-vie | R0010 | 1 517 | - |

| | | Activités en non-vie | | Activités en vie | |
|--|-------|---|---|---|---|
| | | Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation) | Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance) | Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation) | Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance) |
| | | C0030 | C0040 | C0050 | C0060 |
| Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente | R0020 | 5 081 | 12 438 | - | - |
| Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente | R0030 | 4 612 | 1 056 | - | - |
| Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente | R0040 | - | - | - | - |
| Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y afférente | R0050 | - | - | - | - |
| Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente | R0060 | - | - | - | - |
| Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y afférente | R0070 | - | - | - | - |
| Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle y afférente | R0080 | - | - | - | - |
| Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y afférente | R0090 | - | - | - | - |
| Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente | R0100 | - | - | - | - |
| Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente | R0110 | - | - | - | - |
| Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente | R0120 | - | - | - | - |
| Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente | R0130 | - | - | - | - |
| Réassurance santé non proportionnelle | R0140 | - | - | - | - |
| Réassurance accidents non proportionnelle | R0150 | - | - | - | - |
| Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle | R0160 | - | - | - | - |
| Réassurance dommages non proportionnelle | R0170 | - | - | - | - |

| | | Activités en non-vie | Activités en vie |
|--|--------------|----------------------|-------------------|
| | | Résultat MCR(L,NL) | Résultat MCR(L,L) |
| | | C0070 | C0080 |
| En K€ | | | |
| Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance vie | R0200 | - | 2 434 |

| | | Activités en non-vie | | Activités en vie | |
|---|--------------|---|--|---|--|
| | | Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation) | Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/ des véhicules de titrisation) | Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation) | Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/ des véhicules de titrisation) |
| | | C0090 | C0100 | C0110 | C0120 |
| Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations garanties | R0210 | - | - | - | - |
| Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations discrétionnaires futures | R0220 | - | - | - | - |
| Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte | R0230 | - | - | - | - |
| Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé | R0240 | - | - | 12 702 | - |
| Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré)assurance vie | R0250 | - | - | - | 3 096 676 |

Calcul du MCR global

| | | C0130 |
|----------------------------------|--------------|-------|
| MCR linéaire | R0300 | 3 952 |
| Capital de solvabilité requis | R0310 | 8 838 |
| Plafond du MCR | R0320 | 3 977 |
| Plancher du MCR | R0330 | 2 210 |
| MCR combiné | R0340 | 3 952 |
| Seuil plancher absolu du MCR | R0350 | 6 200 |
| | | C0130 |
| Minimum de capital requis | R0400 | 6 200 |